l'Anticapitaliste

n°515 | 26 mars 2020 — 1,50 €

l'hebdomadaire du **NPA** ~ **www.NPA2009.org**

CONTRE LE CORONAVIRUS ET LE CAPITALISME

NOS VIES VALENT PLUS QUE LEURS PROFITS !

Dossier

LEUR PLAN D'URGENCE ET LE NÔTRE Pages 6 et 7

ÉDITO
Irresponsables et menteurs
Page 2

PREMIER PLAN
Coronavirus : le confinement n'est pas le même pour touTEs
Page 3

ACTU INTERNATIONALE
Coronavirus : les États-Unis face au déluge
Page 5

LIBRE EXPRESSION
Entretien avec le Dr Gérard Chaouat, immunologiste, chercheur CNRS Page 12

édito

Par **JULIEN SALINGUE**

Irresponsables et menteurs

« *Je crois qu'on ne peut pas dire qu'il y a eu un défaut d'anticipation de cette crise, bien au contraire.* » Ainsi s'exprimait, le 23 mars, Sibeth Ndiaye, porte-parole du gouvernement, sur l'antenne de C-News. Difficile, en l'entendant faire une telle déclaration, de ne pas se souvenir des propos d'une certaine Ndiaye Sibeth, le 4 mars sur France Inter: *« On ne va pas fermer toutes les écoles de France. C'est comme quand il y a une épidémie de grippe en France, on ne ferme pas toutes les écoles »*. Certes.

Il ne s'agit évidemment pas de faire ici le procès, facile au vu de la situation actuelle, de toutes celles et tous ceux qui ont pu relativiser le danger et l'ampleur de la crise à venir. Mais le moins que l'on puisse dire est que, du côté du gouvernement, se développe, depuis quelques jours, une propension à nier les évidences qui frise l'indécence. Pensent-ils vraiment que nous allons oublier leur impréparation, leurs atermoiements, leurs injonctions contradictoires? Donald Trump, spécialiste des « vérités alternatives » serait-il devenu le modèle de la Macronie, qui semble désormais considérer pour acquis le fait que la répétition d'un mensonge le transformerait en vérité?

Bien évidemment, le recours au mensonge en politique n'est pas nouveau. On pense ici, par exemple, à George Orwell, qui écrivait que *« le langage politique est conçu pour donner aux mensonges des airs de vérité, rendre le meurtre respectable et faire passer pour solide ce qui n'est que du vent »*. Bien avant lui, Machiavel écrivait à propos du pape Alexandre VI *« [qu']il n'y eut jamais d'homme qui affirmât une chose avec plus d'assurance, qui appuyât sa parole sur plus de serments, et qui les tînt avec moins de scrupule »*.

Mais, dans la séquence actuelle, les mensonges du gouvernement sont d'autant plus visibles et choquants qu'ils sont démentis quotidiennement par des témoignages de personnels hospitaliers, par des drames, par des morts. La crise du coronavirus révèle un peu plus, dans toute son abjection, l'absence de toute humanité chez les petits soldats de la Macronie, prêts à tout, sans morale et sans honte, pour sauver leur pouvoir au service du capital. Une bande d'irresponsables et de menteurs qui, dans la continuité de leurs prédécesseurs, jouent avec nos vies pour préserver, coûte que coûte, les profits: nous n'oublierons pas, nous ne pardonnerons pas.

BIEN DIT

Ne restons pas sidérés face à cette situation qui nous bouleverse, nous enrage et nous fait trembler. Lorsque la pandémie sera finie, d'autres crises viendront. Entre-temps, il y aura des responsables à aller chercher, des comptes à rendre, des plaies à réparer et un monde à construire. À nous de faire en sorte que l'onde de choc mondiale du Covid-19 soit la « crise » de trop et marque un coup d'arrêt au régime actuel d'exploitation et de destruction des conditions d'existence sur Terre.

Tribune collective « Face à la pandémie, retournons la "stratégie du choc" en déferlante de solidarité! », 21 mars 2020.

À la Une

FACE À L'ÉPIDÉMIE

Nos anticorps sociaux sont aujourd'hui nos seules armes

Un monde s'arrête, un monde s'écroule. Pendant plus de deux mois, l'Europe capitaliste a assisté à l'émergence de la pandémie de Covid-19 en Asie. Sans rien faire.

Les pays européens, rêvant d'État fort contre leurs classes dangereuses, se prenaient parfois même à s'interroger sur la supposée efficacité des États autoritaires dans la gestion de l'épidémie. Oubliant les médecins lanceurs d'alerte muselés, ce qui a permis au virus d'atteindre la masse critique qui lui permet aujourd'hui de faire le tour du monde, en suivant les voies de la mondialisation libérale. Il avait fallu six mois à la grippe de 1957, il faut deux mois au Covid-19 pour faire de l'Europe le centre de l'épidémie. Pourquoi cet aveuglement? Pourquoi les leçons du SRAS de 2002, de la montée des épidémies (Zika, dengue hémorragique, Ebola…) n'ont pas pu être tirées, ni même pensées?

Les intérêts, l'horizon tout simplement des élites, politiques, bancaires, industrielles mais aussi médicales, leur interdisaient même de penser une riposte à la hauteur du défi. Et donc d'imaginer ce défi. Car cela aurait supposé un investissement massif dans les services publics et la santé, le blocage anticipé des secteurs non indispensables de l'économie, une socialisation anticipée de la production pour faire face à l'urgence médicale, un transfert massif de richesses vers les peuples dominés, une mise en commun de toutes les intelligences de la recherche mondiale en vaccination, une auto-organisation populaire pour réorganiser rapidement, démocratiquement et utilement la société. Un autre univers, quand le juge de paix de toute décision, c'est le cours de la bourse, la défense des brevets, la concurrence libre et non faussée.

Impréparation de classe

Il ne s'agit donc pas d'une impréparation au sens temporel du terme, mais d'une impréparation de classe face au virus. Les airs martiaux de nos bourgeoisies ne peuvent masquer cette réalité. Absence de masques, les stocks stratégiques ont été abandonnés en 2013 pour économiser 50 millions d'euros, absence de tests et de matériel de protection, absence de lits d'hôpitaux, 100 000 ont été supprimés en France, absence de candidats vaccins contre les coronavirus. Comme les candidats vaccins contre Ebola, ils avaient été oubliés dès la fin de l'épidémie: beaucoup d'investissements pour une rentabilité hypothétique. Le fond de leur horizon, c'est cela: la volonté de faire travailler les salariéEs des secteurs non indispensables, pour protéger les profits, mais de ne pas protéger la santé des salariéEs indispensables!

Aujourd'hui la stratégie, c'est d'étaler le pic pandémique pour permettre aux cas les plus graves d'être accueillis dans les lits de réanimation. C'est évidemment, à court terme, un élément indispensable, central avec la distanciation sociale. Mais pour que cela soit socialement acceptable, il faut qu'elle s'accompagne d'un transfert massif de richesse vers celles et ceux qui supportent la crise, et d'une d'égalité des droits… À l'opposé des tentations de coup d'État sanitaire qui risquent d'être l'horizon de toutes les bourgeoises. Et cela à mesure que le confinement deviendra de plus en plus insupportable, et répété avec de nouvelles poussées épidémiques, et que les classes dominantes seront massivement discréditées pour leur impréparation. Sans parler des tentations chauvines sur les virus étrangers et les travailleurEs détachés!

Une réorganisation de la société est nécessaire

Mais la stratégie face au Covid-19 ne peut reposer uniquement sur l'étalement du pic épidémique pour éviter la saturation des hôpitaux. Si l'on attend que 60-80 % de la population mondiale fabrique des anticorps en rencontrant le virus pour que l'épidémie s'arrête, les morts se compteront en dizaines de millions selon les meilleurs spécialistes des pandémies. Ne nous faisons pas d'illusion, la Chine et l'Asie ont passé la première vague épidémique. Mais la grippe de 1918 nous apprend qu'il y a souvent une deuxième vague, plus mortelle encore.

Atteindre un tel taux d'immunité se construit soit par le contact avec le virus, soit par un vaccin. En attendant, nos anticorps sociaux, droit de retrait, masques, tests, arrêt des productions inutiles, priorité à la santé, réquisition et réorganisation de la société autour des besoins de santé et de solidarité, sont nos seules armes. Quant au médicament miracle, il n'existe pas. Le professeur Raoult a bien raison d'exiger de tester au plus vite pour mieux isoler les malades et porteurs sains. Mais malheureusement son traitement n'est pas miraculeux. Selon la revue indépendante *Prescrire*, parmi les 26 patients qui ont reçu l'hydroxychloroquine + azithromycine, trois ont été transférés en réanimation, et un patient est mort. On vous parle du pire… pour mieux l'éviter. Aujourd'hui nos luttes sont les seuls anticorps sociaux dont nous disposons.

Frank Cantaloup

ITALIE

Ni le capitalisme ni le nationalisme ne sont en quarantaine

Ce qui se passe en Italie, premier pays occidental et capitaliste frappé par le virus, est édifiant.

Le Premier ministre Conte a enfin annoncé que les activités économiques non essentielles allaient cesser sur tout le territoire national. Mais la Confindustria (l'association des patrons), faisant un choix cynique et brutal, sans égard pour la santé des travailleurEs et des citoyenEs du pays, cherche par tous les moyens à vider de son contenu le décret annoncé.

Permis de tuer

Dans la lettre envoyée au Premier ministre, elle demande/ordonne d'avoir les mains libres pour choisir les entreprises qui fermeront et celles qui resteront ouvertes (probablement toutes, car c'est ce qu'elle veut) et de ne pas subir de contrôles. Depuis 15 jours, les ouvrierEs italiens, par des grèves spontanées, demandent l'arrêt de toutes les activités non essentielles, mesure absolument nécessaire pour tenter de contenir l'épidémie. Cet important conflit entre capital et travail a permis de redécouvrir (avec une certaine stupeur hypocrite de la part de beaucoup de politiciens et de journalistes) que, dans l'Italie du smartworking, il existe encore des millions de travailleuses et de travailleurs manuels – c'est-à-dire des ouvrières et des ouvriers.

Dans une crise sanitaire sans précédent, la classe patronale, pour garantir ses profits, continue à demander un « permis de tuer ». Cette mesure vient donc tard et elle est inadaptée. Le président des patrons de Lombardie n'a pas hésité à traiter d'« irresponsables » les dizaines de milliers de travailleurEs qui ont fait grève pour défendre leur santé. Face à une telle crise, ce qui apparaît de façon dramatique, c'est l'injustice et la violence de tout un système de relations sociales, économiques et politiques. Il est fort probable qu'un système qui aurait investi des fonds et des moyens, pendant ces dernières années, dans un service de santé et dans un modèle égalitaire et public de gestion de la société, aurait pu affronter cette crise d'une façon qui, même imparfaite, aurait été meilleure. C'est ce que dit, entre autres, une élite de savants peu suspects d'être des révolutionnaires extrémistes.

Pendant ce temps, à moins d'un miracle, la crise italienne va rapidement vers l'effondrement total des structures désormais inadaptées de santé publique (pour celles qui sont privées, la crise continue à être une source de profits, vu que les lits disponibles sont payants). Les plus faibles – personnes âgées, malades, pauvres, travailleurs, dans cet ordre – seront les victimes de choix, non seulement du virus, mais du système social dans lequel il se propage.

Un monde à changer

«CORONAVIRUS ET CRIMINELS DE BUREAU». Où sont passés les masques ? Cette question taraude en premier lieu les personnels des hôpitaux qui ont déjà (le 23 mars) à déplorer cinq décès. Depuis quelques jours, les ministres successifs de la Santé se renvoient la balle. Aucun n'est responsable de la diminution du stock de masques existant en 2011 et de la pénurie actuelle.
Le summum a été atteint par Marisol Touraine, qui fut ministre des Affaires sociales et de la Santé de 2012 à 2017. Interrogée ce lundi 23 mars sur France info, elle commence par se lancer dans un hommage vibrant aux personnels soignants puis dénonce une *«polémique sans fondement»*. Pressée par la journaliste, elle cite le Haut comité de la santé publique puis le secrétariat général de la défense nationale. Puis termine en rendant hommage à Olivier Véran, l'actuel ministre. Dans *le Parisien* du 22 mars, c'est à l'ensemble du gouvernement et Emmanuel Macron qu'elle affirme son soutien.
Quant à la Cour des comptes, toujours prompte à dénoncer prétendues dépenses inutiles et gaspillages, elle s'est dédouanée de toute responsabilité. On a compris : ministres et hauts fonctionnaires, personne n'est responsable. Comme le dit un syndicaliste infirmier : *«C'est du même ordre que le scandale du sang contaminé»*. Et également, pourrait-on ajouter, du scandale de l'amiante utilisé en France longtemps après que sa nocivité eut été largement reconnue.
Et ça ne concerne pas seulement les masques mais aussi les tests. Mais, dans le discours gouvernemental, masques et tests sont inutiles pour la grande masse de la population. À l'opposé de ce qui est pratiqué dans les pays d'Asie qui ont plus ou moins (c'est à vérifier pour l'avenir) surmonté l'épidémie. En Allemagne, il y a quatre fois plus de lits en soins intensifs qu'en France : même en tenant compte de l'écart de population, la différence est énorme.
«Les chaînes de l'homme torturé sont faites en papier de ministère» a écrit Franz Kafka. Dans l'État capitaliste moderne, parmi les hauts dirigeants, personne ne se sent responsable : les tâches sont fragmentées. Il y a des priorités : l'équilibre budgétaire et les «forces de l'ordre» qui permettent à l'État bourgeois de tenir quand «ceux d'en bas se révoltent». Cette addition de logiques qui n'a rien à voir avec l'intérêt général dont les dirigeants se gargarisent, aboutit à des décisions qui tuent. Certains des plus grands criminels du 20e siècle n'ont jamais directement tué personne, de même que les traders qui spéculent sur le cours des céréales. Ce sont des «criminels de bureau». Sans vouloir assimiler toutes les situations, il y en a visiblement dans l'État français.

Le chiffre

0

C'est le nombre de masques FFP2 disponibles dans les «stocks stratégiques» de l'État, en raison de l'irresponsabilité des gouvernements successifs et de leur volonté de faire des économies à tout prix. Et il aura fallu plus d'un mois après le premier cas de Covid-19 en France pour que l'État passe commande de 200 millions de masques. Vous avez dit «irresponsables» ?

À SUIVRE SUR www.npa2009.org

SUR FACEBOOK
@anticapitaliste.presse
SUR TWITTER
@Lanticapitalis1
SUR INSTAGRAM
@l_anticapitaliste

CORONAVIRUS

Le confinement n'est pas le même pour touTEs

Le confinement n'a évidemment pas les mêmes réalités suivant les milieux sociaux et, par conséquent, suivant les villes et les quartiers.

Alors que Macron, dans son intervention du lundi 16 mars, positivait le confinement en proposant d'en profiter pour se cultiver (prêt à partager ses conseils de lecture), et que les médias nous abreuvent de reportages sur des familles qui redécouvrent «l'essentiel des relations» et décrivent l'organisation méthodique de leur quotidien, il y a des réalités bien différentes. En 48 heures, l'agglomération parisienne s'est ainsi vidée de celles et ceux qui avaient pu trouver des solutions pour vivre le confinement au vert ou tout au moins dans de plus vastes espaces que les logements parisiens. Et puis il y a celles et ceux qui n'ont pas de plan B.

Quelle organisation du temps, de l'espace, des ressources ?

Quel peut être le quotidien du confinement pour les dizaines de milliers de personnes sans domicile (29 000 hébergéEs chaque nuit en 2017 dans le seul département de Seine-Saint-Denis) ? Quel peut être le quotidien des dizaines de milliers de personnes hébergées, dans le cadre du DALO (22 600 en 2017 pour le 93), dans des hôtels ? Tout cet hiver, c'est l'hôpital Delafontaine de Saint-Denis qui a fait office de lieu de «mise à l'abri» pour des dizaines de personnes particulièrement fragiles laissées sans solution au 115. Quelle peut être la vie des familles vivant à quatre, cinq ou plus dans des appartements d'une trentaine de mètres carrés ? Quelle organisation du temps, de l'espace, des ressources, alors que quotidiennement les enfants, et les adultes, fuient cette promiscuité insupportable ? Comment les familles qui ne disposent pas d'outils numériques, voire qui n'écrivent pas le français, peuvent-elles gérer les «attestations sur l'honneur» pour sortir sans payer d'amende ? Comment les migrantEs et réfugiéEs qui ne pouvaient compter que sur l'accueil de Médecins du monde pour bénéficier de soins et d'accompagnement pour entrer dans le parcours de constitution de dossier de demande d'AME vont-ils et elles pouvoir tenir dans leur extrême précarité alors que la permanence est contrainte de fermer ? Comment les familles qui bouclent leurs repas et se procurent des produits d'hygiène et d'entretien auprès des Restos du cœur, ou d'autres associations, peuvent-elles survivre alors que les bénévoles de ces associations doivent se confiner pour assurer leur sécurité ?

DR

Discriminations aggravées

Le confinement aggrave considérablement les discriminations : les moins pauvres vont vivre le confinement en régions, les pauvres dans leurs logements plus ou moins exigus et insalubres et les plus pauvres «confinés» dans la rue, les parkings. Après une semaine de confinement, les réalités commencent à exploser : sur le plan répressif d'abord, dès le premier jour, 10 % des amendes distribuées l'ont été dans le département de Seine-Saint-Denis et, dans les quartiers populaires, ce sont des hélicoptères qui ont été utilisés dans les cités, et l'on ne compte plus les cas de violences policières.
Un véritable désastre social pour les plus pauvres, comme par exemple le centre d'accueil de jour pour les femmes victimes de violence dans le 93 qui vient de fermer, doublant le confinement des jeunes femmes (entre 15 et 25 ans) hébergées dans des centres ou des hôtels sociaux de l'isolement, sans suivi psy mais aussi sans l'aide de la banque alimentaire qui vient de cesser ses livraisons. De quoi les renvoyer vers les conjoints ou familles violentes qu'elles avaient fuies.
Pas besoin d'être très perspicace pour mesurer le caractère explosif de ce qui ne fait que commencer : explosif pour la circulation du virus dans des cadres où les mesures de distanciation relèvent de la stricte impossibilité, explosif dans les confrontations qui ne manqueront pas d'advenir aussi bien entre les personnes, qu'avec les représentants du «maintien de leur ordre».

Cathy Billard

NO COMMENT

L'industrie en Italie tourne à 90 %. Il est tout à fait possible de limiter les interactions sociales [...] et de continuer à travailler.

Agnès Pannier-Runacher, secrétaire d'État auprès du ministre de l'Économie et des Finances, BFM-Business, 20 mars 2020.

«Tout ira bien»

Comme si ce désastre annoncé ne suffisait pas, la réponse immédiate de l'idéologie dominante est celle que l'on donne toujours dans les moments de crise les plus aigus, les guerres, par exemple. Le message, répété de façon obsessionnelle par les journaux, les programmes de télévision et les réseaux sociaux, c'est : tout ira bien. Nous sommes italiens et donc meilleurs que tous les autres. Mettez le drapeau tricolore au balcon, chantez et obéissez. Les nouveaux responsables commencent même à donner en pâture, à une opinion publique exaspérée, les citoyenEs qui ne respectent pas à la lettre les décrets ministériels. Pendant que les ouvrierEs s'entassent dans de rares transports en commun pour aller produire des peintures, des armes, des automobiles et des machines à laver, on utilise les blindés de l'armée pour contrôler les gens qui vont vider leurs poubelles.
Depuis plus de vingt ans, la santé publique a été sévèrement frappée par les politiques néolibérales. On n'a pas produit les matériels sanitaires de protection parce qu'il n'étaient pas rentables. La recherche en santé publique est désormais presque inexistante parce qu'elle est en concurrence avec l'industrie privée. Le personnel de santé, aujourd'hui hypocritement élevé au rang de héros et d'héroïne, est le même que celui qui, il y a encore deux mois, était agressé et humilié aux urgences, chichement payé et en sous-effectif, maltraité par l'administration et critiqué par les politiques.
Le recours au drapeau tricolore, en fait, sert à couvrir tout cela pour cacher la lutte des classes qui se manifeste aussi dans l'urgence de ce moment. Sous le drapeau, au nom de l'unité nationale, on cherche à masquer le plus vite possible les politiques d'austérité, les responsabilités économiques et humaines d'un système de domination particulièrement incompétent et violent.

Wikimedia Commons

Fabrizio Dogliotti, traduit de l'italien par Bernard Chamayou

l'Anticapitaliste l'hebdo du NPA

Rédaction : 01 48 70 42 27 redaction@npa2009.org
Diffusion : 01 48 70 42 31 diffusion.presse@npa2009.org
Administration : 01 48 70 42 28 2, rue Richard-Lenoir, 93108 Montreuil Cedex
Numéro ISSN : 2269-3696
Commission paritaire : 0419 P 11508
Société éditrice : Nouvelle Société de presse, d'audiovisuel et de communication. SARL au capital de 3500 € (durée 60 ans).
Tirage : 6 500 exemplaires
Directeur de publication : Julien Salingue
Secrétaire de rédaction : Julien Salingue
Maquette : Ambre Bragard
Impression : Rotographie, Montreuil-sous-Bois Tél. : 01 48 70 42 22 Fax : 01 48 59 23 28 Mail : rotoimp@wanadoo.fr
IMPRIM'VERT®

n°515 | 26 mars 2020 | l'Anticapitaliste

CORONAVIRUS

L'extrême droite surfe sur les inquiétudes

Le RN comptait sur les municipales. Avec la réélection de ses maires, son principal objectif est certes atteint, mais le RN a été touché par l'abstention de son électorat. L'appel du RN à conforter son implantation locale n'aura pas vaincu les angoisses liées à l'épidémie. Crainte de la maladie, inconnue sur les capacités de soin, adaptation au confinement: les extrêmes droites, RN en tête, alimentent les inquiétudes.

Il suffit qu'un journal suisse fasse un «reportage» sur Saint-Denis (93) pour que la fachosphère n'en retienne que résistance au confinement et théorie du complot. Évidemment rien n'est dit sur la situation du logement dans cette ville qui complexifie le confinement : manque de logements sociaux et parc privé qui concentre les plus pauvres, la sur-occupation et l'insalubrité… Il n'est pas question pour elle de s'interroger sur la difficulté de s'adapter à une situation inédite, que ce soit dans les villes populaires, dans les «beaux quartiers» ou le rural isolé. Le but est tout autre : alimenter la xénophobie.

État fort et soutien au patronat des TPE-PME

Face à la crise sanitaire, les extrêmes droites ne posent pas la question première du service public de santé mais se focalisent sur une surenchère sécuritaire : couvre-feu et fermeture des frontières. Il faut dire que lorsqu'on joue la carte du discours guerrier, le RN répond présent. Sa première critique porte sur la faiblesse du gouvernement. Avec cet état d'esprit, l'extrême droite est unanime pour dénoncer un «scandale d'État» et réclame qu'«ils» rendent des comptes après la crise. Ici, le RN espère bien sûr se placer comme le parti responsable dont la cheffe aurait déjà tout dit il y a plusieurs semaines… C'est l'occasion de réclamer un État fort, et les députés RN se félicitent d'avoir voté pour l'instauration de l'état d'urgence sanitaire.

Ils sont pourtant assez silencieux sur le contenu d'une loi qui donne globalement les mains libres au patronat pour modifier la durée du temps de travail, la fixation des jours de RTT et des congés, et fragilise un peu plus la représentation du personnel. Mais tout cela cadre assez bien avec la proposition de Marine Le Pen qui demande, en complément des aides du gouvernement, que la Banque de France, grâce au plan de soutien de la Banque centrale européenne, verse 1000 euros par salariéE sur les comptes des entreprises de moins de 1000 salariéEs pour qu'elles se dotent de «fonds propres pérennes». Les extrêmes droites ne posent évidemment pas la question du contrôle démocratique de la production : qui décide des activités essentielles ? Comment s'assure-t-on des conditions de travail ? Mais pour quoi faire… puisque dans l'explication nationale-conservatrice, les dérives du capitalisme se combattent à coup de «morale commune». Le patronat des TPE-PME devient alors la base de *«la résistance de la société française à cette épreuve»* (Marion Maréchal). Le RN a choisi sa classe.

Couvrir leur voix

La situation actuelle révèle des facteurs de crise réunis depuis longtemps. Ici encore, les extrêmes droites ne sont pas en reste. Le non-respect des frontières et la mondialisation des échanges sont leur première explication. Comme si la diffusion des épidémies avait attendu le tournant libéral du capitalisme tardif. Il suffirait alors de s'appuyer sur le *«carré magique de la survie»* (Philippe de Villiers) pour résoudre la crise : frontière-souveraineté-localisme-famille. Le moment est malgré tout favorable pour que, toujours un peu plus, un logiciel d'extrême droite vienne répondre aux préoccupations écologistes et aux interrogations devant la logique de concurrence et de profits dont les populations payent la crise.

Sur quelles bases concrètes se construira la nécessaire solidarité pour affronter cette situation inédite et complexe ? Quelles sont les mesures d'urgence qui répondent vraiment aux besoins des couches populaires et à leurs intérêts de classe ? Quelles explications donner à cette période ? Les idées d'extrême droite en rajoutent à la confusion ambiante. Notre capacité à en prendre la mesure et couvrir leur voix sera déterminante dans l'après-crise. Le RN, principale organisation à l'extrême droite, se positionne pour renforcer l'implantation qu'il a, en partie, raté avec le premier tour des municipales.

Commission nationale antifasciste

AUTORITARISME

Ne nous habituons pas au pire : refusons leur état d'urgence !

Après des semaines passées à rassurer la population, le gouvernement français a bien été obligé de bouger. Raillé par une partie de la presse des autres pays européens, très en retard par rapport à l'Italie, Macron est apparu pour ce qu'il était, un cynique qui n'a pour seul objectif que la continuité de l'activité économique. Mais le pari était trop risqué.

Comment prendre la responsabilité de laisser 70 % de la population être infectée en quelques semaines quand on sait que le système de santé, mis à mal par deux décennies de contre-réformes néolibérales, ne pourra pas supporter la charge ? Les estimations vont bon train mais il y a fort à parier qu'en maintenant le cap de «l'immunité de groupe» et de la poursuite de toute la vie économique, la France aurait connu une catastrophe sanitaire d'une rare ampleur, comptant ses mortEs par centaines de milliers.

«Nous sommes en guerre»

Changement de braquet donc, à la veille des élections municipales, malgré le maintien contesté du premier tour. De l'immunité de groupe, nous entrons dans un confinement qui se veut parmi les plus radicaux de tous les pays de l'UE, et dont nous ne savons pas à l'heure actuelle s'il perdurera quelques semaines ou plusieurs mois. Le mot d'ordre est clair : restez chez vous ! Une injonction cependant contradictoire avec le choix de maintenir de nombreux secteurs productifs en état de marche comme nous l'avons mis en lumière dans plusieurs de nos articles, signe d'un système qui, même en temps de crise majeure, continue de fonctionner selon sa propre logique, au risque de mettre en danger une fraction significative du monde du travail.

Alors, pour résoudre cette contradiction, le pouvoir en place anticipe et s'organise. Du «Nous sommes en guerre» de lundi soir, nous sommes passé à «l'état d'urgence sanitaire». Ce qui n'est pas sans rappeler le discours d'un certain Manuel Valls qui, après les attentats du 13 novembre 2015, en appelait déjà, alors, à l'union nationale, déclarant que nous étions en guerre et proclamant l'état d'urgence, passé depuis à la postérité constitutionnelle. Le gouvernement prend donc une série d'ordonnances, regroupées sous le nom de «Projet de loi d'urgence pour faire face à l'épidémie de Covid-19», pendant que l'armée et la police se mettent en place dans les rues et que l'UE ferme ses frontières. Pire, la durée de cet état d'urgence, y compris s'il est traduit par une loi après son passage au Parlement, n'est pas définie clairement et il pourra donc s'appliquer au bon vouloir du gouvernement à chaque nouvelle crise sanitaire.

Leur état d'urgence et le nôtre

Depuis lundi 9 mars, nous avons basculé temporairement. 100 000 policiers et militaires déployés, des dizaines de milliers d'amendes forfaitaires pour circulation sans justification dans les rues, une limitation drastique des libertés de se déplacer, de se réunir, etc. Que l'on ne se méprenne pas cependant : nous ne faisons pas partie des sceptiques vis-à-vis de la crise sanitaire, nous avons par ailleurs exigé des mesures de confinement dès le départ, alors même que les ministres sous-estimaient largement les risques. Mais nous n'acceptons pas ces mesures à n'importe quel prix. Nous ne nous satisferons jamais de la limitation des libertés individuelles et collectives, de voir des uniformes fleurir dans toutes les rues avec le droit de réprimer comme bon leur semble, au nom de l'urgence sanitaire. La militarisation de l'espace n'augure jamais rien de bon, et la présence policière porte les stigmates de ce qu'elle est en temps «normal», violente, autoritaire, souvent paternaliste, et discriminatoire dans une série de quartiers. Nous n'acceptons pas la fermeture des frontières, à l'heure d'une catastrophe migratoire qui se poursuit. Nous refusons la délation, l'incitation à l'auto-contrôle et à la discipline aveugle, imposée par la force ou par le voisinage. Nous refusons de voir s'affaiblir les droits de la défense de par la limitation de l'accompagnement des personnes arrêtées et placées en garde à vue.

La crise sanitaire que nous connaissons va se prolonger et connaîtra certainement des répliques, dont l'ampleur et la durée sont difficilement prévisibles. Face à cela, nous devrons non seulement imposer des mesures sociales et économiques de planification et d'extension des droits pour l'ensemble du monde du travail, mais également faire face de façon consciente et organisée, disciplinés collectivement, dans un cadre solidaire et démocratique. Pas sous la menace d'une sanction ou d'une peine quelconque, pas au prix de notre santé sur le lieu de travail ou dans la rue.

Notre état d'urgence, ce sont des moyens pour le système public de santé, pour la recherche scientifique, pour la solidarité et la prise en charge des plus démuniEs, pour l'augmentation des salaires et de la protection sociale, pour la réquisition des entreprises qui produisent du matériel médical et des traitements. Alors, sans attendre, dès demain, portons ce discours autour de nous, ne nous habituons pas au pire.

RR

ÉDUCATION

Continuité pédagogique… et mise en danger des personnels et des élèves

Alors que Macron annonçait – tardivement – la fermeture de toutes les écoles, universités, crèches et établissements du second degré, son ministre de l'Éducation Blanquer, dont la politique est, depuis longtemps et de plus en plus massivement rejetée par une énorme majorité d'enseignantEs et de personnels de l'Éducation, affirmait la nécessité absolue d'une «continuité pédagogique». Contradictions, consignes absurdes, mise en danger des jeunes et des personnels, la gestion de la crise sanitaire est, dans le domaine de l'éducation aussi, une vraie catastrophe.

Dès le début de la crise sanitaire, les propos de Blanquer ont été en contradiction totale avec la gravité de la crise d'une part, et avec les propos et mesures de Macron d'autre part. Ainsi il affirmait, le matin même avant les annonces de Macron, qu'une fermeture des écoles n'était absolument pas envisagée. Alors que le gouvernement prenait, déjà trop tardivement, la mesure de la gravité de la situation, Blanquer affirmait donc tranquillement, mais impérieusement et en creux, que les établissements scolaires, véritables lieux de propagation de virus, ne représentaient aucun risque.

La continuité pédagogique à quel prix ?

Blanquer n'a eu de cesse, par la suite, de mettre en danger personnels et élèves sous couvert de «continuité pédagogique». Pour ce faire, il a pu compter sur toute une hiérarchie – recteurs, inspecteurs pédagogiques régionaux, chefs d'établissement – qui, pour certainEs, n'ont eu aucun scrupule à mettre des personnels en danger.

Si les conseils de classe qui devaient se tenir en début de semaine, après les annonces de Macron, ont été annulés – parfois à la toute dernière minute – les assistantEs d'éducation (AED) ont été parfois sommé Es de venir le lundi 16 ; les agentEs territoriaux spécialiséEs des écoles maternelles (ATSEM), déjà mobiliséEs pour nettoyer les écoles après les élections, ont accueilli des enfants en début de semaine, sans protection, et sont maintenant «réquisitionnables» dans les EHPAD notamment. Un «bon moyen» de faire passer le virus d'enfants potentiellement porteurs sains aux personnes parmi les plus fragiles de notre société…

Autre conséquence du mot d'ordre de la continuité pédagogique, la catastrophe des cours à distance. Blanquer a affirmé que tout était prêt pour l'enseignement à distance et que les enseignantEs avaient le temps de préparer leurs cours. À en juger par la saturation des diverses plateformes numériques institutionnelles dès le 16, le ministère était tout sauf préparé ! Élèves et familles anxieuses, enseignantEs au bord de la crise de nerfs, questionnements sur les outils non institutionnels alternatifs, sur la protection des données…

Par ailleurs, l'accès à internet, à l'utilisation des outils, où l'encadrement des parents est très différent d'un élève à l'autre, et le suivi pédagogique à distance ne fait que renforcer une Éducation déjà très inégalitaire. Encore une fois, ce sont les élèves privilégiés, dont les familles sont habituées aux outils numériques, aux ressources nécessaires à l'apprentissage, qui pourront continuer à suivre, quand les autres vont immanquablement décrocher.

L'autre face de la «bonne volonté»

Plus globalement, on a demandé aux enseignantEs, du premier degré notamment, comme aux animateurEs, d'être volontaires pour garder les enfants des soignantEs. Outre la gestion à court terme de la crise, qui nécessite la mise en place de certaines mesures dont on peut comprendre qu'elles soient exceptionnelles – encore faudrait-il qu'elles le soient mais avec toutes les précautions nécessaires à la non-contamination – on peut aisément craindre que le gouvernement soit en train de tester, en contexte de crise, des solutions qu'il pourrait vouloir étendre sur le long terme.

Finalement, si des choses ont été possibles en temps de crise sanitaire, pourquoi ne le seraient-elles pas après ? La culpabilisation, l'appel aux bonnes volontés, à la solidarité, comme l'a si bien fait remarquer Macron dans ses deux interventions, pourraient bien avoir pour effet de faire perdurer des mesures qui n'ont été pensées pour remédier à des difficultés que dans l'immédiat. Après tout, la casse des services publics et parmi eux de l'Éducation nationale, est déjà bien entamée, ce serait une «aubaine» pour le gouvernement de pouvoir franchir une étape supplémentaire en ce sens.

Calie Autieri

Version intégrale en ligne sur https://npa2009.org/actualite/education/continuite-pedagogique-et-de-la-mise-en-danger-des-personnels-et-des-eleves

CORONAVIRUS

Les États-Unis face au déluge

Les États-Unis font face au déluge. Le coronavirus se propage, l'économie s'effondre, l'anxiété est partout.

Les réponses du gouvernement fédéral et des États ont été lentes et médiocres, la réaction des employeurs a été inégale. CertainEs travailleurEs se disent malades, d'autres se mettent en grève, d'autres n'ont plus d'emploi. Les travailleurEs et les communautés ont commencé à s'organiser, virtuellement, à distance, essayant de réfléchir ensemble à comment lutter.

Une économie en train de s'arrêter

Les cas de coronavirus ont commencé à augmenter de façon exponentielle. Au 21 mars, nous avions 21 365 cas et 266 décès. Le Centre américain pour le contrôle des maladies estime que dans le pire des cas, entre 160 millions et 214 millions de personnes aux États-Unis pourraient être infectées et qu'entre 200 000 et 1,7 million pourraient mourir.

Trois États – la Californie, New York et l'Illinois avec une population totale de 70 millions d'habitantEs – ont dit à tous les résidentEs de rester à la maison, sauf s'ils ont une raison importante de sortir. Partout dans le pays, de nombreux États et villes ont fermé leurs écoles, ordonné la fermeture de tous les bars et restaurants, de nombreuses entreprises de vente au détail et de fabrication sont également fermées. L'économie est en train de s'arrêter.

Le marché boursier étatsunien est en chute libre et est maintenant en baisse de 35 % par rapport à son pic de février. Les économistes de Goldman Sachs prévoient que le PIB étatsunien pourrait perdre 24 % de sa valeur, trois fois plus qu'en 2008. Les États-Unis entrent dans une dépression. Un dirigeant prédit que les entreprises perdront quatre mille milliards de dollars.

Des dizaines de millions de personnes sans emploi

Du jour au lendemain, des dizaines de millions de personnes sont aujourd'hui sans emploi et les demandes de chômage ont grimpé en flèche. Des secteurs de la classe ouvrière – les détenuEs, les pauvres, les sans-papiers, les sans-abri – représentant ensemble plus de 50 millions de personnes, sont particulièrement en danger. Les États-Unis n'ont pas de système national de soins de santé et des dizaines de millions de travailleurEs étatsuniens n'ont pas d'assurance maladie. Des millions de travailleurEs n'ont pas de congés de maladie payés, pas de congé familial et des millions d'emplois précaires ne disposent pas de jours de vacances.

L'administration Trump a initialement mal géré la pandémie de coronavirus, n'ayant pas agi pendant plus d'un mois, tandis que Trump lui-même a minimisé sa gravité et a publié des informations inexactes et déroutantes. Les agences de santé tentent maintenant de rattraper le temps perdu, mais il y a un manque de lits d'hôpital et de fournitures médicales. Le gouvernement essaie de faire fonctionner les services essentiels – hôpitaux, électricité, réseaux d'eau, transports, épiceries –, mais cela met de nombreux travailleurEs en danger.

Crise économique, crise sociale

Le Congrès étatsunien a examiné trois projets de loi. Le premier, « The Coronavirus Preparedness Act », fournit 8,3 milliards de dollars pour la recherche et le développement en matière de vaccination, des masques et des équipements de protection pour les agences de santé, la mise en œuvre de programmes de santé par ces agences et des prêts aux petites entreprises. Le Congrès l'a adopté et Trump l'a signé le 6 mars.

Le second, le « Families First Act », prévoit une aide alimentaire estimée à 100 milliards de dollars pour les enfants, des allocations chômage pour les travailleurEs licenciés, des fonds de santé pour les fonctionnaires des États et des collectivités locales, des tests gratuits de dépistage du coronavirus pour celles et ceux qui ne peuvent pas payer et des remboursements pour les entreprises qui accordent aux travailleurEs des congés de maladie payés. Le Congrès l'a adopté et Trump l'a signé le 18 mars. La loi exclut cependant toutes les entreprises de plus de 500 travailleurEs et toutes celles de moins de 50 (soit la majorité des salariéEs – NDLR).

Il y a aussi un troisième projet de loi. Les Républicains ont proposé un versement unique et progressif, allant jusqu'à 1 200 dollars, aux contribuables gagnant moins de 99 000 dollars par an. Le coût total du plan se situe entre 750 milliards et 2 000 milliards de dollars. Il comprend jusqu'à 50 milliards de dollars d'aide aux compagnies aériennes, 8 milliards de dollars aux sociétés de fret et 150 milliards de dollars aux autres entreprises.

Certains travailleurEs ont arrêté le travail dans les usines automobiles, les bureaux de poste, les épiceries et autres lieux de travail pour exiger que leurs employeurs rendent les lieux de travail sûrs ou les ferment. Les enseignantEs ont exigé la fermeture des écoles, les infirmierEs luttent pour des conditions de travail sûres. Les réseaux communautaires ont commencé à s'organiser pour s'entraider, pour fournir de la nourriture aux personnes âgées, par exemple. Au niveau régional et même national, certains réseaux commencent à se former. Bien qu'une telle entraide soit précieuse, seul le pouvoir gouvernemental national peut faire face à une telle crise. La gauche est engagée à la fois dans l'entraide et dans l'exigence d'une action politique, mais partout le défi est énorme.

Dan La Botz, traduction Joseph Daher

ÉTAT ESPAGNOL

« Éviter que la crise sanitaire ne se transforme en une nouvelle crise sociale et économique »

*Interview de **Laïa Facet**, membre d'Anticapitalistas, section de la IVe Internationale de l'État espagnol, réalisée par No Borders News.*

Comment votre système de santé a-t-il répondu à la crise ?

L'État espagnol a un système de santé publique assez solide par rapport aux autres pays de l'Union européenne. Cependant, il présente des déficiences importantes, comme le soulignent depuis de nombreuses années les syndicats et les mouvements sociaux. Celles-ci découlent surtout des coupes budgétaires et des politiques d'austérité qui ont suivi la crise économique de 2008, notamment le manque de personnel et la pénurie de lits, de ressources, de recherche, etc., dont une grande partie a été privatisée. Covid-19 a brisé ces maillons faibles, entraînant un effondrement des ressources et du personnel de la santé publique. Il existe également un système de santé privé parallèle qui accapare une proportion importante des ressources, tant en matière de recherche, d'infrastructures de santé que de lits d'hôpitaux. Dans les premiers jours de la crise, une revendication très populaire était de transférer toutes les ressources de santé privées vers la santé publique. Cette revendication a émergé dans un contexte où les patientEs qui tentaient de se rendre dans des cliniques privées étaient refusés et orientés vers des cliniques publiques, vers un système public qui s'est effondré.

Actuellement, le décret d'urgence nationale de lutte contre le Covid-19 du gouvernement espagnol envisage la possibilité que le système public de santé puisse utiliser des ressources privées, mais la mise en œuvre de ces mesures a été attribuée à chaque Communauté autonome, ce qui garantit qu'elle sera très incohérente.

Comment les syndicats ont-ils réagi à la crise ?

Les principaux syndicats ont défendu les travailleurEs contre les licenciements collectifs temporaires, mais les assemblées de travailleurEs ne peuvent pas se tenir en raison des restrictions liées au confinement. Les syndicats dont les conventions collectives sont plus faibles ou qui ont moins d'influence auprès de leurs employeurs sont actuellement débordés. Des violations à grande

DR

échelle des droits des travailleurEs sont en cours. Par exemple, de nombreuses entreprises obligent leurs employéEs à utiliser les jours de congés accumulés, ce qui est illégal. Et il y a des entreprises qui forcent leurs travailleurEs à continuer à se présenter au travail sans tenir compte des menaces pour leur santé. Par exemple, cette pratique est très répandue dans certaines industries et dans le secteur manufacturier et a même provoqué des grèves spontanées dans certaines usines, ce qui les a contraintes à la fermeture.

Ailleurs, les travailleurEs domestiques et les employéEs de supermarchés se retrouvent dans des conditions désastreuses, car ils doivent faire face à une augmentation considérable de leur charge de travail en pleine crise. Ces mêmes travailleurEs souffrent de conditions de travail et de salaires extrêmement précaires, sans parler des risques pour leur santé.

Comment les mouvements sociaux (étudiants, féministes, écologiques, immigrés, indigènes, etc.) ont-ils réagi à la crise ?

Nous sommes confrontés à de nombreuses difficultés dans les conditions actuelles de confinement général. Les militantEs aussi sont confinés, ce qui fait que le travail d'organisation s'exprime pour l'instant principalement à travers les réseaux sociaux. Cependant, il y a deux initiatives intéressantes. D'une part, des réseaux de soutien ont été mis en place pour les personnes qui ont besoin d'aide pour acheter de la nourriture ou pour s'occuper de leurs enfants. Nous n'avons pas encore fait le décompte total de ces expériences, mais de nombreux quartiers commencent à s'organiser de cette manière. D'autre part, dans différents secteurs sociaux, syndicaux et politiques, une campagne a été organisée sous le nom de « Plan de choc social » qui propose des mesures de défense des classes ouvrières et populaires pour éviter que la crise sanitaire ne se transforme en une nouvelle crise sociale et économique.

Traduction de l'anglais par Sylvestre Jaffard

Version intégrale sur notre site : https://npa2009.org/actualite/international/1000-morts-du-covid-19-dans-letat-espagnol-pas-de-fin-en-vue

Version originale (en anglais) : https://noborder snews.org/2020/03/20/laia-facet-1000-covid-19-deaths-in-the-spanish-state-no-end-in-sight-video/

CORONAVIRUS

Le Portugal suspend le droit de grève

Le Portugal est le seul pays à suspendre le droit de grève en instaurant l'état d'urgence.

Cela n'a pas été le cas en Inde avec le fasciste Modi. L'Italie, confrontée à la pire des situations, ne l'a pas fait. En Italie, les grèves n'ont été suspendues que dans les secteurs essentiels liés à la lutte contre le virus. Aux États-Unis, rien de tel. En Espagne, seul le droit de réunion a été limité, pas de celui de grève. Soit dit en passant, en Italie, c'est la menace d'une grève générale, des « fixes » et des précaires, qui a conduit le gouvernement à approuver l'interdiction des licenciements pendant la pandémie. En France, le droit de grève est garanti, bien que l'état d'urgence ait été décrété, ainsi que le confinement.

L'histoire ne pardonnera pas

Le décret approuvé au Portugal est une erreur historique sans précédent, la plus grande erreur commise depuis le 25 avril 1974. L'histoire ne pardonnera pas. Au Portugal, l'état d'exception a été approuvé pour permettre effectivement des licenciements sans résistance. L'encre [du décret] n'était pas encore sèche que Groundforce[1] en a profité et a annoncé le licenciement de plus de 500 travailleurs et la réduction des salaires de 500 autres – qui ne pourront faire grève. Sont venus ensuite la TAP [Air Portugal], les restaurants, les hôtels, les services… C'est ainsi que nous « sortirons de la crise », en condamnant des millions de personnes à avoir faim pour maintenir les primes et les dividendes d'une demi-douzaine d'actionnaires.

Il n'est pas venu à l'esprit du gouvernement portugais de limiter – avec le décret d'urgence – le droit à la rémunération des actionnaires, en nationalisant les bénéfices de ces entreprises, ou du moins les dividendes récents, pour garantir des salaires à des millions de travailleurs et à leurs familles. On a assisté – dans l'enthousiasme des médias – à la fin du droit de grève, soit la suppression du droit démocratique de ceux qui travaillent à se battre pour leur travail, qui est le droit à leur vie et à celle de leurs enfants. Oui, la démocratie a été suspendue, et cela a été le fait du Parti socialiste. Avec le soutien enthousiaste de la droite, du bonhomme d'extrême droite[2], celui qui aimait tant les travailleurs, et – qui l'aurait dit ? – un vote favorable du Bloc de gauche et l'abstention du PCP, qui sont ainsi confrontés à une crise morale et éthique sans précédent.

Le gouvernement a choisi sa classe

Aujourd'hui la TAP, demain tout le monde. Ceux qui vivent de leur travail ne sont pas mis en quarantaine, et ne peuvent plus se battre avec d'autres pour leurs conditions de vie. Ces derniers – les plus pauvres, les plus fragiles, les plus précaires, sans protection – n'ont pas été invités à rester seuls chez eux. Ils ont été tenus, décret militaire oblige, d'abdiquer leur avenir. Dans ce domaine, contrairement à la pandémie, on ne peut pas dire que nous sommes tous dans le même bateau. Si le virus ne choisit pas les classes sociales, la crise économique indique clairement qui sera laissé pour compte. Et le gouvernement a déjà fait savoir de quel côté il est.

Je rappelle seulement, pour conclure, que ces travailleurs, dans les ports, les aéroports, à Auto Europa, ont fait des grèves et des arrêts de travail spontanés, demandant d'arrêter la production et d'utiliser du matériel de protection dans les cas où ils représentent des secteurs d'approvisionnement (port et aéroport). En d'autres termes, les grèves avant l'état d'urgence ont contribué à contenir et non à propager la contagion. C'est la peur de voir les travailleurs exiger, comme à Auto Europa, de rester chez eux, qui a amené le gouvernement à approuver ce décret, avec cette spécificité, antidémocratique, unique en Europe.

Raquel Varela, traduit du portugais par Luiza Toscane

Original sur https://raquelcardeiravarela.wordpress.com/2020/03/19/portugal-e-o-unico-que-suspende-o-direito-a-greve/

1 – Groundforce Portugal est une filiale de TAP Air Portugal, offrant des services d'assistance lors des escales au Portugal (ndt).

2 – Allusion à René Ventura, président du parti d'extrême droite Chega (ndt).

DES PAROLES ET DES ACTES

Le 12 mars, lors de sa première allocution solennelle, la main sur le cœur, Macron l'avait juré : « Il nous faudra demain tirer les leçons du moment que nous traversons, interroger le modèle de développement dans lequel s'est engagé notre monde depuis des décennies et qui dévoile au grand jour les faiblesses de nos démocraties. Ce que révèle d'ores et déjà cette pandémie, c'est que la santé gratuite, sans conditions de revenus, de parcours ou de professions, notre État-providence, ne sont pas des coûts ou des charges, mais des biens précieux, des atouts indispensables quand le destin frappe.
Ce que révèle cette pandémie, c'est qu'il est des biens et des services qui doivent être placés en dehors des lois du marché. »
CertainEs ont dû s'étouffer en entendant de tels propos, venus du président des ultra-riches, adepte de la destruction des services publics et des privatisations à outrance, à la tête d'un exécutif méprisant, depuis un an, le mouvement de révolte des hospitalierEs, et déterminé à détruire le système de protection sociale pour l'offrir aux requins du privé. Mais on n'avait encore (presque) rien vu.
Le 16 mars, Muriel Pénicaud déclarait aux syndicats et au patronat : « Pendant la période actuelle, c'est zéro licenciement ». Le même jour, elle proposait le report du deuxième volet de la réforme de l'assurance chômage, du 1er avril au 1er septembre. Le lendemain, Bruno Le Maire montait à son tour au créneau, affirmant que l'État serait prêt à faire « des nationalisations, si nécessaire ». Ajoutez à cela le report de la privatisation d'ADP, annoncé le 11 mars, et certains ont cru voir le gouvernement amorcer, sous la pression de la crise du coronavirus, le fameux « tournant social » promis par les « macronistes de gauche » depuis plus d'un an.
Ceux-là ont dû rapidement déchanter. Car il y a les discours et les actes. Et le moins que l'on puisse dire est que les décisions prises par le gouvernement n'ont pas grand-chose à voir avec les soudains élans d'apparence progressiste de la macronie…

LEUR « PLAN D'URGENCE » ET LE NÔT

NOS VIES, PA LEURS PROFIT

GUERRE CONTRE LE CORONAVIRUS ET SAUVEGARDE DU CAPITAL

À six reprises, dans son discours télévisé du 16 mars, Emmanuel Macron a martelé que la France était en guerre.

Jour après jour, paraissent les nouvelles du « front » : le nombre des contaminés (en fait, très probablement sous-estimé du fait du manque de tests) et celui des décès. Un état d'urgence dit « sanitaire » a été voté qui ressemble en fait à des états d'urgence antérieurs mais avec un champ plus large puisque, à part modifier la Constitution, le pouvoir peut tout faire, y compris modifier le droit du travail. L'objectif affirmé par Macron est avant tout de gagner la « guerre sanitaire». Et, assène le président, non seulement cette guerre sera gagnée mais ensuite, rien ne sera comme avant : *« Beaucoup de certitudes, de convictions seront balayées, seront remises en cause. […] le jour d'après, quand nous aurons gagné, ce ne sera pas un retour aux jours d'avant. Nous serons plus forts moralement. Nous aurons appris et je saurai aussi avec vous en tirer toutes conséquences, toutes les conséquences. »*

Le gouvernement n'a pas fondamentalement changé de politique

En fait, malgré ces déclarations martiales, le pouvoir n'ajuste pas l'ensemble de l'économie à la crise sanitaire. Le gouvernement n'a pas fondamentalement changé de politique. Comme l'ont écrit les journalistes Manuel Jardinaud et Romaric Godin dans *Mediapart*, il y aurait deux voies possibles. La première est de considérer la crise actuelle comme une parenthèse avant un retour à la normale, la normale capitaliste bien sûr. *« La seconde,* écrivent Jardinaud et Godin, *c'est de changer de priorité et d'orienter uniquement la production vers la lutte contre l'épidémie et la poursuite du bien-être minimal des citoyens. Et cela suppose une planification et un contrôle étroits des modes de production. »*

DR

Il est clair que Macron a choisi la première option et cela ne surprendra personne. Un pouvoir capitaliste n'apprend des évènements que ce qui est nécessaire à la classe dominante, à la reproduction du système économique et social. C'est seulement s'il est confronté à une vraie poussée du mouvement social, à des grèves et à des manifestations qu'un tel pouvoir fait des concessions. Ce fut le cas aux États-Unis dans les années 1930 où le « New Deal » du président Roosevelt ne tient pas aux conseils d'économistes mais avant tout aux luttes sociales. De même, en Europe après la fin de la Seconde Guerre mondiale, c'est la peur du mouvement ouvrier qui a permis d'arracher la sécurité sociale et d'autres réformes importantes qui n'ont pas remis en cause le capitalisme mais l'ont « humanisé ». En septembre 2008, en pleine crise financière, Sarkozy, alors président, dénonçait dans un grand discours à Toulon les dérives du capitalisme financier et proclamait : *« Le laissez-faire, c'est fini. Le marché qui a toujours raison, c'est fini. »*
On connait la suite : comme le mouvement ouvrier n'a pas pu se battre (ou pas eu la volonté pour les principales directions syndicales et politiques) pour des politiques alternatives à celles d'un capital revigoré une fois la crise atténuée, ce furent de nouvelles offensives capitalistes : austérité, libéralisation, démolition des retraites.

L'État au secours du capital

Aujourd'hui, l'irruption du coronavirus a suspendu de fait la reproduction du capital : comment investir quand tout semble s'effondrer ? Les entreprises et les banques ont besoin de l'État, de ses crédits et subventions, et de l'argent déversé à flots par la Banque centrale européenne. Équilibre budgétaire, endettement… Tout cela semble oublié. Mais ce n'est qu'une illusion d'optique : l'État vient sauver les marchés lorsque ceux-ci sont défaillants pour leur permettre de fonctionner à nouveau demain. Comme l'écrivent aussi Jardinaud et Godin : *« L'État est l'assurance-vie des marchés »*.
Un immense plan de soutien aux entreprises (report de cotisations sociales et de taxes, aides directes) a été lancé mais Macron n'est revenu sur aucune des réformes libérales faites depuis trois ans. Il en a suspendu certaines (assurance chômage, retraites…), mais en a accentué d'autres avec l'état d'urgence sanitaire qui permet d'imposer des dates de congés ou de RTT, d'allonger la durée du travail, etc. L'interdiction des licenciements, un moment évoqué, est vite passée à la trappe et le chômage partiel, s'il protège partiellement les salariéEs, est une aide aux entreprises. Si grandes entreprises et banques sont soutenues, beaucoup de salariéEs sont menacés dans leur emploi, leur salaire et leur santé, surtout s'ils sont obligés d'aller travailler.
La crise sanitaire a obligé à des mesures comme la fermeture des commerces « non essentiels », mais le gouvernement se bat pied à pied pour que des entreprises dont la production est inutile

RE

S

S!

pour lutter contre l'épidémie continuent de fonctionner. Ainsi, ce 23 mars, les usines d'Airbus viennent de redémarrer partiellement après quelques jours d'arrêt. La ministre du Travail, Muriel Pénicaud, a traité les patrons des entreprises de bâtiment et de travaux publics de *« défaitistes »* car ils avaient arrêté des chantiers. Le ministre de l'Économie, Bruno Le Maire, l'a clairement annoncé : la politique économique vise à *« préserver la capacité de rebond de l'économie française »*. Les « nationalisations » éventuelles évoquées par Le Maire se feront bien sûr sans que les actionnaires y perdent quoi que ce soit.

Aucune contrepartie demandée aux entreprises

Tout ceci sans contrepartie de la part des entreprises, en particulier sans réorganisation de la production pour produire notamment les masques, le gel, les tests qui manquent cruellement. Quant aux mesures de sécurité, y compris dans certains services publics, leurs formes et leur rythme de mise en œuvre dépendent largement du bon vouloir des patrons et de la pression syndicale.

Une politique vraiment conforme à l'urgence sanitaire consisterait à ne faire fonctionner que les activités indispensables, à lancer ou relancer l'élaboration ou la fabrication des biens nécessaires pour vaincre l'épidémie et à ne mobiliser avec le maximum de sécurité que la force de travail indispensable en mettant à l'abri le reste de la population. Mais cela supposerait une tout autre logique que celle de Macron et de ses subordonnés.

Henri Wilno

S'EN REMETTRE À LA CHARITÉ DES ENTREPRISES OU RÉORGANISER LA PRODUCTION ?

Avec la crise sanitaire, les grandes entreprises jouent les bons samaritains pour suppléer les carences de l'État. Après l'incendie de Notre-Dame, on avait déjà observé un concours de « dons » entre les grands patrons du CAC 40. Avec le coronavirus, les grandes entreprises affichent leur « générosité » : LVMH annonce la mobilisation de certains de ses sites pour fabriquer du gel et s'engage à offrir 10 millions de masques grâce à ses partenaires chinois ; Bouygues, petit joueur, en fournira 1 million ; Pernod-Ricard fait don de 70 000 litres d'alcool pour fabriquer du gel désinfectant. Avec les millions qu'ils vont recevoir de l'État grâce à la loi de finances rectificative, ces entreprises ont tout intérêt à distribuer quelques miettes pour améliorer leur image de marque et pour éviter qu'on leur en impose davantage…

Mais la charité des entreprises ne saurait constituer une réponse à la hauteur de la crise sanitaire que nous vivons. Nous manquons de tout : masques, appareils respiratoires, gel hydroalcoolique, tests de dépistage, lits d'hôpitaux, personnel hospitalier, etc. La crise sanitaire démontre la faillite du système en place, incapable de fournir une production minimale de biens essentiels, alors que les productions et les emplois inutiles pullulent : publicité, marketing, armement, finance, etc. La logique du profit montre toute son incapacité à satisfaire les besoins humains les plus fondamentaux.

Des mesures d'urgence à prendre immédiatement !

Dans l'urgence, la production doit être réorganisée :

– Des entreprises doivent être immédiatement réquisitionnées pour les obliger à produire en grande quantité du matériel sanitaire et de protection : les entreprises du textile pour la production de masques, les usines automobiles pour la production de respirateurs, les usines de parfum pour la production de gel hydroalcoolique ; l'usine Gerzat (seule usine d'Europe à produire des bouteilles d'oxygène médical, actuellement en arrêt) doit redémarrer immédiatement sous le contrôle d'un administrateur public ;

– Les cliniques privées et les médecins libéraux doivent être réquisitionnés et organisés par les pouvoirs publics ;

– Les entreprises de transport (taxis, compagnies privées…) doivent être réquisitionnées pour organiser au mieux les déplacements des travailleurEs affectés à la production de services vitaux ;

– Alors que la grande distribution profite de la ruée dans les magasins pour augmenter les prix, ceux-ci doivent être strictement contrôlés. Les pouvoirs publics doivent organiser la distribution de nourriture dans les foyers pour limiter et rationaliser les déplacements ;

– Les loyers doivent être gelés, les remboursements d'emprunt doivent être suspendus, les logements vides et les hôtels doivent être réquisitionnés pour loger décemment les sans-logis et les mal-logéEs.

Ces mesures d'urgence pourraient être prises par un gouvernement capitaliste qui serait soucieux de limiter l'ampleur de la catastrophe sanitaire, et de mettre entre parenthèses la logique du profit. Ce n'est pas le cas aujourd'hui, et c'est pourquoi la politique du gouvernement est criminelle. Il est essentiel que l'unité du mouvement ouvrier se fasse pour imposer ces mesures d'urgence !

Sortir du capitalisme et renouer avec une perspective communiste

Au-delà de l'urgence, la crise sanitaire doit nous inviter à penser le fonctionnement d'un autre mode de production, centré sur la satisfaction des besoins. Le gouvernement distribue des milliards au patronat (45 milliards avec son plan d'urgence) et se dit même prêt à nationaliser les grandes entreprises. Ces nationalisations sont réactionnaires : elles visent à sauver ces entreprises en utilisant l'argent public, afin de les revendre une fois remises sur pied. Tous ces milliards distribués aux patrons auront une contrepartie : la crise sera payée par les travailleurEs qui subiront des plans d'austérité bien plus rapides et massifs que lors de la crise de 2008.

Nous devons opposer une perspective communiste à ces plans d'urgence réactionnaires. Les grands groupes capitalistes doivent être expropriés sans compensation. Les travailleurEs doivent prendre le contrôle de l'économie, en bénéficiant d'un véritable statut de producteur (qui leur garantit un salaire à vie) et en décidant des choix d'investissement. C'est par la mise en place de nouvelles institutions communistes, organisant la production sous le contrôle des travailleurEs, que nous pourrons réellement satisfaire les besoins et faire face, dans la solidarité, aux catastrophes climatiques ou sanitaires.

Gaston Lefranc

LES HOSPITALIER·E·S N'OUBLIERONT PAS

Cet hiver, lors des épidémies, les soignantEs ne manquaient pas de masques, de gants, de solution hydro-alcoolique, enfin tout ce qui constitue un équipement de protection individuelle. Essentiel pour se protéger, celui-ci est indispensable pour assurer la qualité des soins en faisant barrière aux infections nosocomiales. Si les mesures d'hygiène n'étaient pas toujours respectées à l'époque, la cause en était le manque de soignantEs dans des services surchargés. Respecter ces consignes de sécurité prend du temps et la charge de travail des soignantEs ne le permet pas tout le temps.

Gouvernants irresponsables

Il y a quelques jours, le 18 mars, c'était l'anniversaire de la mobilisation du Collectif inter-urgences, élargie en octobre à l'ensemble des hospitalierEs par le Collectif inter-hôpitaux. Depuis des mois, les personnels de l'hôpital public alertent sur le risque de catastrophe sanitaire, du fait du manque de moyens. Les autorités sanitaires comme le président de la République ont fait la sourde oreille et opposé une fin de non-recevoir à la revendication d'embauches massives et d'ouvertures de lits, refus aussi de toute revalorisation de leur rémunération. Aujourd'hui, la réalité donne cruellement raison aux hospitalierEs. L'irresponsabilité est bien du côté des gouvernants. Pour rappel, en 2009, pour faire face à la grippe A/H1N1, les hôpitaux avaient été inondés de masques FFP2, ceux qui protègent réellement. L'État affichait alors un stock de 600 millions de masques FFP2 et d'un milliard de masques chirurgicaux. Aujourd'hui, l'État ne possède aucun masque FFP2 : décision a été prise de ne constituer qu'une réserve de masques chirurgicaux. La responsabilité de la réserve des masques FFP2, les plus coûteux, a été transférée aux établissements de santé. Les budgets des hôpitaux soumis à l'enveloppe fermée de l'objectif national des dépenses d'assurance maladie (ONDAM), n'ont évidemment pas permis aux établissements de constituer des stocks.

Tous les protocoles sont revus à la baisse

Depuis le début de la crise du Covid-19, les hospitalierEs vont au « front » sans disposer de tous les moyens de se protéger. Tout manque, et maintenant les réactifs pour les tests diagnostiques de l'infection au virus sont comptés. Les hospitalierEs sont mis en danger par ces mêmes autorités qui ont organisé la pénurie et aujourd'hui modifient les pratiques en fonction des stocks. Tous les protocoles sont revus à la baisse, y compris les mesures d'éviction du personnel contaminé alors qu'en parallèle, le Directeur général de l'AP-HP commence à vouloir définir les personnels contaminés sur le lieu de travail et ceux en dehors… Sur quelles données ? On ne sait pas… mais ça sent déjà des accidents de service contestés….

Mise en danger physique mais aussi psychologique quand il s'agit de décider du sort des malades pour lesquels les places en réanimation ne sont pas en nombre suffisant. Et celles qui sont ouvertes en catastrophe dans les services vidés par la déprogrammation massive de tous les soins « non urgents » sont entourés de personnels formés à la va-vite aux gestes réanimatoires et à l'utilisation des machines.

Le rectificatif au projet de loi de finances, motivé par le « plan d'urgence » est doté de 6,25 milliards pour financer le chômage partiel et le fonds de solidarité en faveur des entreprises, mais rien de plus pour l'hôpital public, là où il faudrait 4 milliards pour le sauver. Les hospitalierEs n'oublieront jamais, l'heure des comptes viendra.

Un choc de solidarité

Un autre projet de loi, celui d'état d'urgence sanitaire, voté par l'Assemblée nationale dans la nuit de samedi à dimanche et instauré pour deux mois, permettra aux employeurs d'imposer les congés payés après un accord de branche, d'imposer les RTT et/ou les jours du compte épargne temps. Le jour de carence serait supprimé. Cet état d'urgence doit être déclaré par un décret en Conseil des ministres après son adoption. Tous les prétextes sont bons pour piétiner une fois de plus nos droits !

Des personnels de santé, syndicalistes, associatifs, scientifiques, habitantEs des quartiers populaires, citoyenEs engagés lancent un appel urgent. Pour combattre le Covid-19, il faut des mesures radicales et un choc de solidarité ! Comme l'arrêt immédiat et sans attendre de toutes les entreprises non essentielles au fonctionnement solidaire de notre société, des moyens immédiats et massifs pour la santé, la généralisation du port du masque et des pratiques de tests, l'ouverture immédiate et massive de lieux d'hébergements adaptés, la fermeture des centres de rétention, la sortie d'un maximum de personnes des prisons surpeuplées, l'ouverture de moyens d'accueil pour les femmes victimes de violences conjugales, la poursuite des soins psychiques sous les formes les plus appropriées…

CorrespondantEs

ENTREPRISES

Le commerce au temps du coronavirus

Après l'annonce par le Premier ministre, le 14 mars dernier, de la fermeture des commerces non essentiels, dont les restaurants et débits de boissons, puis celle du président de la République du confinement de la majeure partie de la population, les 700 000 salariéEs de la grande distribution se retrouvent, tout comme le personnel de santé, en première ligne pour pourvoir aux besoins accrus de millions de personnes recluses dans leur foyer avec les enfants…

On constate sur le terrain l'incurie des employeurs à mettre en place des mesures de protection élémentaires des salariéEs, qui se retrouvent surexposés au virus, et des comportements qui exacerbent le clivage existant entre management et « petit personnel » : pas de gants, ou alors ils sont inadaptés (ceux pour manipuler le pain se déchirent au contact des gros volumes), pas de masque, parfois au motif que leur port serait anxiogène vis-à-vis de la clientèle, peu ou pas de gel (ou bien à acheter soi-même !), pas de pauses régulières pour se laver les mains, mise en place de protections de fortune en caisse dans l'attente de vitres en plexiglas, magasins bondés sans nécessairement la présence d'une sécurité… Beaucoup de cadres sont, eux, en télétravail, et des enseignes comme Décathlon impose déjà au personnel en chômage partiel de poser des congés payés et des RTT alors même que le gouvernement, sous la pression des syndicats, a décidé que cela devait passer par un accord d'entreprise. Il y a aussi une explosion des fins de période d'essai bien que celle-ci, même si elle n'a pas à être motivée, sert à évaluer la compétence du salarié.

Amazon, une bombe sanitaire et sociale

Le comble est atteint dans les six entrepôts français d'Amazon : seuls 10 % du volume des marchandises traitées peuvent être considérés comme de première nécessité, comme l'alimentation et les produits d'entretien et d'hygiène, là où on peut continuer à commander des jeux vidéos (qui affichent une progression de 200 %), du vernis à ongle… ou des sextoys ! Pendant ce temps-là, les employéEs n'ont pour seule protection que leurs gants anti-coupures habituels, sont priés de laisser une place vide à côté d'eux à la cantine et travaillent dans une promiscuité, renforcée par l'embauche massive d'intérimaires, qui rend impossible le maintien des distances minimales.

Ce comportement criminel fait que les sites, depuis la semaine dernière, et désormais ceux de livraison, sont secoués par d'importants mouvements d'absentéisme, de grève et de droit de retrait, en dépit des menaces de la direction qui tonne que le salaire ne sera pas maintenu pour les récalcitrantEs, voire qu'ils seront considérés en absence injustifiée ! Le virus, qui peut survivre plusieurs jours sur des surfaces, continue quant à lui à être livré à domicile, y compris par les livreurs des plateformes, qui manipulent les commandes des rares restaurants encore en activité et les digicodes des clientEs, développant à leur tour en nombre la maladie…

1000 euros, le prix du danger !

Comme le bâton ne suffit pas et que beaucoup de salariéEs, quand ils n'imposent pas tout bonnement à leur direction les mesures de sécurité précitées, refusent de venir travailler la peur au ventre, le ministre de l'Économie a incité les entreprises à verser au personnel de terrain en activité une prime de 1000 euros sur le modèle de celle Gilets jaunes.

« C'est de l'enfer des uns qu'est fait le paradis des autres » a dit Victor Hugo : manutentionnaires, livreurEs, caissières, etc., se prennent de plein fouet tous les jours la réalité du virus mais aussi de la barrière entre classes. « Ceux qui ne sont rien » démontrent aussi que leur travail est indispensable au bon fonctionnement de la société et que, quand les institutions devant les protéger vacillent (syndicats, inspection, médecine du travail et prud'hommes tournent au compte-gouttes), ils et elles doivent avant tout compter sur leurs propres forces et leur solidarité.

LD

Une page Facebook, mise en place par la CNT-SO et SUD Commerce, recense les situations-problèmes rencontrées par les personnels du commerce et des services : https://www.facebook.com/coronashopdanger/

CONFINÉ-E-S… AU TRAVAIL

La politique criminelle du ministère du Travail par rapport au coronavirus

Depuis plusieurs jours, la même musique se fait entendre au sein du gouvernement : le « confinement » instauré pour lutter contre la propagation du Covid-19 n'empêcherait pas de travailler, du moins pour celles et ceux qui ne peuvent pas télétravailler, c'est-à-dire en réalité les employéEs, les ouvrierEs, artisanEs, petitEs indépendantEs. Les cadres peuvent rester chez eux à s'occuper de leurs enfants et à se « retrouver » avec eux-mêmes. Le discours de Macron prend ainsi tout son sens aujourd'hui : la guerre contre l'épidémie de Covid-19 est avant tout une guerre de classe.

PHOTOTHÈQUE ROUGE / MARTIN NODA / HANS LUCAS

Le Covid-19, s'il constitue un risque majeur de santé publique, devient également un risque professionnel sur les lieux de travail. Les employeurs, responsables de la sécurité et de la santé des salariéEs, doivent prendre toute mesure pour supprimer le risque à la source, donc en leur évitant d'être exposés. La seule mesure pour supprimer le risque est la fermeture de toutes les entreprises non essentielles aux besoins vitaux de la population : se soigner, se nourrir…

Au lieu de définir des mesures de protection de la santé des salariéEs qui doivent continuer de travailler et de donner des consignes en ce sens aux agentEs de l'inspection du travail, l'administration du ministère du Travail s'est contentée de relayer les consignes sanitaires du gouvernement, fondées sur les seuls « gestes barrières », dont l'efficacité n'est évidemment pas suffisante.

Le gouvernement veut désarmer les inspecteurEs du travail

Les seules instructions adressées aux agentEs de l'inspection du travail sont en décalage complet avec la gravité de la situation. Ainsi, la première, en date du 13 mars, consiste à leur rappeler qu'ils et elles ne peuvent se prononcer sur l'existence d'un danger grave et imminent, rappelant que cette prérogative appartient aux seuls juges, alors même que le ministère prend position sur ce sujet dans ses *« questions-réponses adressées aux employeurs et aux salariéEs »*. Les agentEs sont même priés de demander l'autorisation à la ministre avant d'écrire quoi que ce soit en cas d'alerte… Ainsi, pour le ministère du Travail, le risque d'exposition au Covid-19 ne serait pas un motif suffisant pour justifier un droit de retrait ou un danger grave et imminent. Le 17 mars, alors que la veille, Macron avait déclaré une situation d'urgence sanitaire et la nécessité de rester chez soi, la seule préoccupation du ministère a été de donner des instructions pour maintenir coûte que coûte l'instruction des demandes de licenciement des représentantEs du personnel, y compris en faisant entorse au principe du contradictoire et donc des droits de la défense. Et lorsqu'enfin le ministère du Travail définit des mesures d'organisation de ses services, il s'agit essentiellement de dire que les agentEs doivent *« diffuser les informations sanitaires et gouvernementales »*. Faute d'avoir défini des mesures de protection des agentEs dans le cadre de leurs interventions, les seules interventions sur site sont limitées aux plus graves, notamment les accidents du travail.

Travaille et tais-toi

Alors que la ministre Pénicaud se répand dans la presse pour fustiger les entreprises « inciviques » qui prennent la décision de fermer face au risque sanitaire majeur, le ministère du Travail relaie les consignes officieuses du gouvernement à ses agentEs : pas de chômage partiel pour les salariéEs d'entreprises dont l'activité n'est pas interdite et qui ne subiraient pas de baisse d'activité. Les salariéEs du BTP, les caissières des supermarchés l'ont bien compris : leurs vies valent moins que les profits. Or il est évident que les mesures de distanciation sont impossibles à respecter sur les lieux de travail. Quant aux masques FFP2, ils sont désormais en pénurie.

Malgré tout, les collègues de l'inspection tentent de s'organiser, font circuler entre eux les courriers qu'ils et elles adressent aux employeurs, et prennent des initiatives pour protéger les salariéEs. Des initiatives immédiatement réprimées : ainsi la CGT a été menacée d'un dépôt de plainte après avoir diffusé un modèle de lettre appuyant les salariéEs exerçant leur droit de retrait, et un collègue s'est fait rappeler à l'ordre pour avoir osé demander l'arrêt d'une entreprise continuant à rassembler plus de 100 salariéEs sur site… Au ministère du Travail, l'effort de guerre c'est surtout le régime de caserne !

Le maintien de l'activité économique « coûte que coûte » aura des conséquences criminelles. L'Italie, qui n'avait pas fermé ses industries, en fait aujourd'hui l'amer constat en enterrant ses mortEs : à défaut d'une politique de dépistage massif et d'isolement des malades, seul un confinement total est de nature à enrayer l'épidémie. Mais pour le gouvernement, un seul mot d'ordre compte : maintenir les profits qui peuvent être encore maintenus et donner un signe aux capitalistes : le système ne s'effondrera pas. Notre santé vaut mieux que leurs profits !

Comité inspection du travail Ile-de-France

Les postierEs de Rondelet ont reçu du gel hydroalcoolique aussi périmé que la politique de santé au travail à La Poste. DR

LA POSTE

Derrière les « services essentiels à la vie de la nation », la rapacité de la direction

Les déclarations de Macron et Castaner, enjoignant la population à se confiner, ont confronté la majorité des salariéEs à deux injonctions contradictoires : rester chez soi, sans possibilité de voir sa famille ou ses amiEs, tout en continuant d'aller au travail pour nombre d'entre elles et eux. C'est le cas des salariéEs du groupe La Poste.

CORONAVIRUS Un centre d'hébergement d'urgence à l'heure du « confinement »

Les associations de solidarité envers les plus précaires, comme toutes les structures et entités françaises, découvrent actuellement comment gérer – ou pas – leurs salariéEs, mais aussi les personnes accueillies et hébergées en ce début de crise sanitaire inédite. Une semaine après les mesures de confinement prises par le gouvernement, retour sur les conditions de travail et de vie d'un Centre d'hébergement d'urgence (CHU) accueillant des familles suivies par Emmaüs Solidarité.

Le lundi 15 mars, alors que la panique commence à apparaître et que les ParisienEs anticipent l'annonce de confinement à venir, les travailleurEs du centre sont en ébullition et souhaitent se préparer. Pourtant, aucune communication de la direction sur une éventuelle modification de l'organisation du travail n'est faite.

Emmaüs

Des mesures barrières impossibles à respecter

Les équipes se sentent complètement oubliées car, mis à part de nombreux mails rappelant les gestes barrières, rien n'est discuté avec les salariéEs sur la stratégie qui sera adoptée.
La CGT Emmaüs Solidarité sort rapidement un communiqué incendiaire, appelant à l'arrêt provisoire de l'activité (via le droit de retrait), anticipant une situation dangereuse pour les salariéEs comme pour les publics accueillis. La grande majorité des employéEs de l'association sont en effet en contact direct avec des personnes extrêmement fragiles pour la plupart, et cette situation se maintient, malgré la désormais pandémie de Covid-19, sans aucun matériel de protection, sans gel, sans lingettes… Le syndicat argue que, dans ces conditions, les salariéEs qui viennent travailler mettent plus en danger la vie des hébergéEs des centres qu'ils et elles ne les protègent. La réponse de la direction est très rapide, insistant sur les mesures barrières que doivent respecter hébergéEs et salariéEs. Mesures évidemment impossibles à appliquer dans des centres ou les cuisines et salles de bain sont collectives par exemple…

Deux catégories de salariéEs

Les jours qui suivent, le personnel socio-éducatif se sent abandonné par une direction qui, elle, se met massivement en télétravail sans réfléchir à aucun moment à une autre organisation. Sont ainsi créées deux catégories de salariéEs : celles et ceux qui peuvent se mettre à l'abri car ils peuvent télétravailler et celles et ceux qui doivent prendre plus de risques parce que leur activité ne leur permet pas le travail à domicile. La direction insiste sur le fait que les salariéEs peuvent solliciter des arrêts maladie auprès de leurs médecins, se mettre en congés – on croit rêver – ou faire appel à la mesure exceptionnelle des 20 jours autorisés de congés pour cause de fermeture des établissements scolaires. Les salariéEs qui n'ont pas d'enfants se sentent alors complètement perdants et oubliés.
Vendredi 20 mars, un planning de présence très réduite et un roulement entre les différentEs salariéEs a enfin été proposé aux équipes, jusqu'au 24 avril. À suivre…

Correspondant

CORONAVIRUS Arrêt immédiat des activités de production dans l'industrie automobile !

En Italie, toutes les activités de production non « strictement nécessaires » sont arrêtées depuis le samedi 22 mars 2020. « La décision adoptée par le gouvernement est de fermer à travers le territoire toute activité productive qui n'est pas strictement nécessaire, cruciale, indispensable pour garantir les biens et les services », a déclaré le gouvernement italien. Rien de tel en France.

L'Italie est le pays où l'épidémie de coronavirus a causé le nombre de morts recensés le plus élevé du monde et il est reconnu que l'épidémie s'y propage avec quelques jours d'avance par rapport à la France.

« Une catastrophe sanitaire »

Alors que des mesures de confinement plus sévères sont annoncés en France, que la population est appelée à rester chez elle, les salariéEs de nombreuses usines doivent sortir de chez eux pour aller travailler. *« À PSA Vesoul, la direction a maintenu 50 % de l'activité qui consiste à livrer des pièces détachées et à faire du stock pour les usines terminales. Ce sont 1500 salariés qui risquent leur peau tous les jours, qui prennent le risque d'être contaminés et de ramener le virus dans leur famille. Il y a déjà 8 cas avérés, certains sont déjà hospitalisés. Une catastrophe sanitaire se joue à PSA Vesoul »* dénonce le syndicat CGT PSA. Le même confinement à géométrie variable s'observe chez Renault, comme à Lardy. Dans tout le secteur automobile, des équipes sont dès maintenant mobilisées pour une reprise des activités à la fin du mois de mars.
L'absence scandaleuse de tests aboutit à réunir dans le même atelier ou service porteurs et et non-porteurs de virus. Patrons et hauts cadres dirigent depuis leurs domiciles luxueux grâce au télétravail et des liaisons numériques les plus performantes. Ils voudraient nous imposer de produire malgré les absences pour maladie ou hospitalisation, et malgré les décès qui commencent à être observés (un salarié de Renault Cléon est décédé du coronavirus dimanche dernier).
Les établissements automobiles, constructeurs, équipementiers et sous-traitants, ne fabriquent pas des biens essentiels. En appelant à leur fermeture jusqu'au moment où les conditions sanitaires dûment reconnues permettront leur réouverture, nous, les salariéEs, défendons notre vie, et au-delà, la vie de toute la population. C'est nous les défenseurEs du bien commun ! Nos vies avant leurs profits !

Blog NPA auto-critique

DR

ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR ET RECHERCHE

Des réponses qui aggravent la situation

En visite en fin de semaine dernière à l'institut Pasteur, Macron a annoncé des moyens supplémentaires pour la recherche en expliquant : « La crise du Covid-19 nous rappelle le caractère vital de la recherche scientifique et la nécessité d'investir massivement pour le long terme ». Une opération de communication qui masque mal un projet délétère pour l'ESR en général et la recherche en particulier.

Revenons d'abord sur cette annonce. En premier lieu, les chiffres : 5 milliards sur 10 ans pour la recherche, qui seront fléchés vers des appels à projet (AAP) de type ANR (Agence nationale de la recherche) et des postes précaires supplémentaires créés par la nouvelle loi de programmation pluriannuelle de la recherche (LPPR).

Changement… dans la continuité

Cette crise n'a donc, en réalité, absolument pas changé la vision du gouvernement sur la recherche. Il reste convaincu d'augmenter la part d'AAP et de diminuer le nombre de postes titulaires, à l'encontre de toutes les demandes de la communauté scientifique. Le gouvernement propose donc une petite augmentation du budget de l'ANR qui répartira l'argent vers les sujets de recherche en vogue, amenant l'obligation de fonctionner sur le court terme pour conserver les financements. C'est exactement la même politique que celle menée depuis des années et qui nous a conduits à la situation actuelle. C'est exactement le contenu du projet de loi LPPR que les facs et labos en lutte combattent depuis des mois.
On ne peut s'empêcher de renvoyer, à ce titre, vers la tribune de Bruno Canard, directeur de recherche travaillant sur les virus à ARN : « La science ne marche pas dans l'urgence ! » [1] L'expérience de la gestion politique de la crise du SRAS-CoV en 2003 montre bien que l'augmentation temporaire des budgets des AAP ne permet pas de répondre intelligemment aux problèmes posés. Dès 2006, les budgets alloués aux recherches sur les coronavirus ont chuté car ils n'étaient plus « tendance ». Les mêmes actions vont amener les mêmes effets !

Du fric pour la recherche publique !

Dans le cadre de la mobilisation des facs et labos en lutte, nous revendiquons 10 milliards, immédiatement et dans les trois années à venir. L'objectif est simplement d'arriver à 1 % du PIB dédié à la recherche publique : cet argent servira pour un plan de titularisation massif des précaires, une campagne d'ouverture de postes de fonctionnaires titulaires et des financements pérennes.
C'est de cela dont nous avons besoin pour pouvoir mener une recherche de qualité, et qui pourra permettre d'être en avance lors des crises…

Valentin Pantin

Lire également l'interview de Gérard Chaouat en page 12.

1 – https://universiteouverte.org/2020/03/04/coronavirus-la-science-ne-marche-pas-dans-lurgence/

Le ministre de l'Économie Bruno Le Maire a cité La Poste parmi les secteurs essentiels, *« indispensables au fonctionnement du pays »*. Et, de fait, on n'a jamais autant entendu les dirigeants de La Poste parler de service public que depuis une semaine.

Hypocrisie et cynisme

Les plafonds de l'hypocrisie sont crevés, puisque, depuis des années, ces mêmes dirigeants démantèlent le service public postal avec un acharnement constant. Philippe Wahl (PDG du groupe) peut d'autant plus facilement se réclamer du service public, désormais « essentiel », que Le Maire, son ministre de tutelle, n'a pas du tout défini les missions censées être remplies par les postierEs dans cette situation de crise sanitaire.
Ce chèque en blanc donné par le ministre de l'Économie donne en fait un avantage concurrentiel à La Poste, que ses dirigeants exploitent le plus cyniquement du monde, au mépris de la santé des postierEs et de la population. Wahl et ses acolytes du siège n'ont rien à envier aux patrons d'Amazon (pourtant tancés, eux, par Le Maire !). Que ce soit en centre de tri ou en plateforme colis (qui sont des lieux de fortes concentrations de personnels) ou encore en bureaux de poste et en centres de distribution du courrier (activités où les agentEs sont en contact avec le public), les postierEs mettent non seulement leur santé en danger, mais aussi celle de la population.
Mais, pour le comité exécutif de La Poste comme pour le gouvernement, seuls comptent, en définitive, les bénéfices à réaliser. La population est confinée ? Quelle aubaine, on va pouvoir lui livrer plus de colis ! Interpellée par les organisations syndicales qui demandent de limiter la distribution de colis au strict nécessaire (en particulier les médicaments et le matériel médical), la DRH du groupe a eu cette sortie, qui résume l'état d'esprit de ces profiteurs de crise : *« C'est la liberté de chacun, y compris de commander une paire de jeans, sinon on ne serait plus en démocratie »*.

Faillite du système poste

La gravité de la situation, ainsi que les très nombreux droits de retraits exercés par les salariéEs, ont poussé l'ensemble des organisations syndicales de La Poste (à la notable exception de FO) à se fendre d'une lettre ouverte à Wahl et à Le Maire (alors que la division syndicale est la règle). Ce courrier, tout en dénonçant à la fois les pressions et menaces exercées contre l'usage du droit de retrait et le manque de sécurité dans les services, demande que les missions essentielles soient clairement définies et encadrées.
Au vu de la situation sanitaire, l'arrêt des activités postales devrait, en attendant, être décidé de toute urgence. Mais ni les dirigeants de La Poste, ni l'État ne sont prêts à cela, même si le maintien de leur stratégie contribue à désorganiser encore plus l'appareil productif postal. Cette véritable faillite démontre encore plus, en période de crise aigüe, à quel point les dirigeants, les prétendus « experts », sont incapables de gérer La Poste (comme la société !) ; non seulement pour le bien, mais aussi la santé et la sécurité du plus grand nombre. Une vraie leçon de choses, qui permet, dès aujourd'hui, de tirer bien des enseignements pour l'action.

Édouard Gautier

n°515 | 26 mars 2020 | l'Anticapitaliste

Covid-19

Photothèque Rouge / Martin Noda / Hans Lucas

L'avertissement du virus

Le virus nous parle. Il nous dit que nous avons besoin de solidarité, de générosité et de mesure. Il nous dit que l'austérité, la privatisation et la rentabilisation à tout va sont criminelles, surtout dans la santé. Il nous dit aussi qu'il est possible d'initier une vraie diminution radicale des émissions de gaz à effet de serre, de l'ordre de 7 % en base annuelle. À une condition : produire moins et transporter moins.

Évidemment, le virus ne fait preuve d'aucun discernement : il réduit les émissions à l'aveuglette, en supprimant des vies, en créant beaucoup de souffrances, d'isolement et d'angoisse. Il exacerbe les inégalités et la précarité sociales. À terme, nous pourrions être confrontés à des pénuries de certains biens de première nécessité. Il serait donc absurde ou cynique de se réjouir.

Il serait encore plus absurde ou cynique de compter sur le virus pour atteindre les gigantesques réductions d'émissions nécessaires année après année, selon les scientifiques, pour ne pas dépasser 1,5 °C de réchauffement (– 65 % dans les pays de l'UE d'ici 2030, – 58 % au niveau mondial, – 100 % d'ici 2050). Cette épidémie doit être enrayée le plus vite possible.

N'empêche que l'action du virus est plus efficace que celle des gouvernements. En dépit des négociations qui durent depuis 25 ans, les émissions de CO_2 sont 60 % plus élevées aujourd'hui que lors du Sommet de la Terre, en 1992. En dépit de l'accord de Paris, les mesures prises par les gouvernements nous promettent un réchauffement de 3,3 °C – un niveau deux fois supérieur à celui que ces mêmes gouvernements ont décidé de ne pas franchir !

Photothèque Rouge / Martin Noda / Hans Lucas

Libérer nos imaginations

Alors, que nous soyons exposés au danger sur nos lieux de travail ou confinés chez nous, le virus nous invite à penser et à libérer nos imaginations pour poser quelques questions. Par exemple :

– Pourquoi la réduction à l'aveugle des productions et des transports par le virus ne pourrait-elle pas céder la place à une réduction consentie et planifiée par la société, en commençant par les productions inutiles et nuisibles ?

– Pourquoi les travailleurEs affectés par la suppression (en tout ou en partie) de ces productions inutiles ou nuisibles (les armes, la publicité, les voitures individuelles, les plastiques…) ne pourraient-ils et elles pas garder leur revenu et bénéficier d'une reconversion collective dans des emplois de soins aux personnes et aux écosystèmes, socialement et écologiquement utiles et personnellement valorisants ?

– Pourquoi la mondialisation dictée par la maximisation du profit sur les « chaînes de valeur » des multinationales ne pourrait-elle pas céder la place à une coopération décoloniale généreuse, basée sur la justice sociale et climatique, la liberté de circulation et d'installation des personnes et la souveraineté alimentaire ?

– Pourquoi l'agrobusiness destructeur de la biodiversité et de la santé – qui favorise la propagation des virus ! [1] – ne pourrait-il céder la place à une agroécologie, meilleure pour la santé humaine et pour la biodiversité ?

– Pourquoi le centre de gravité de la société ne pourrait-il pas basculer de la sphère de la production de marchandises à la sphère du « prendre soin » des humains et des non-humains ?

– Pourquoi ne pourrait-on pas à la fois produire moins, transporter moins et partager plus : partager les richesses, les savoirs, le travail nécessaire, et… partager le temps, cette ressource précieuse entre toutes ?

Réticences au changement ?

L'argument des politiques qui ne font rien pour sauver le climat est toujours le même : « Nous on veut bien, mais les gens ne veulent pas changer leur comportement consumériste ». La réponse à l'épidémie montre au contraire que, bien informées du danger, les populations acceptent des changements importants dans leur mode de vie.

Elle nous montre aussi que ceux qui ne veulent pas changer, en réalité, ce sont les responsables économiques, les financiers, et les actionnaires des grandes entreprises. Même en période d'épidémie, ils veulent continuer à produire toujours plus à moindre coût, pour faire le maximum de profit. Au mépris de la santé des travailleurs, des travailleuses et de la population.

Le virus nous dit que les gouvernements sont au service de cette politique : alors qu'il y a urgence sanitaire, ils refusent de suspendre l'activité dans les secteurs non vitaux ; alors qu'il faut refinancer le secteur de la santé, ils aident les banques [2] ; alors qu'il faut plus de solidarités, ils continuent à harceler les allocataires sociaux, les sans-abri, les migrantEs, les pensionnéEs ; alors qu'il faut plus de démocratie et de participation pour vaincre l'épidémie, ils s'octroient des pouvoirs spéciaux…

Les innombrables initiatives de la base pour aider les sans-abri, les défavoriséEs, les personnes âgées, les sans-papiers, soutenir les personnelEs de la santé, les grèves pour arrêter les entreprises non-vitales, etc., montrent qu'une autre politique est possible. Une politique d'auto-discipline solidaire, démocratique, sociale et généreuse.

En 2002, lors de l'épidémie du coronavirus SRAS, les virologues ont prévenu que d'autres coronavirus suivraient et qu'il était possible de trouver un vaccin, mais les gouvernements ont refusé de financer leurs recherches. Ils veulent que la recherche médicale reste aux mains des multinationales du secteur pharmaceutique, dont l'objectif n'est pas la santé publique mais le profit par la vente de médicaments sur le marché des malades solvables.

Cesser de nous croire plus forts que la nature

De même, depuis 25 ans, les climatologues préviennent que le changement climatique risque de s'emballer et qu'il faut l'arrêter en cessant de brûler du pétrole, du charbon, du gaz naturel. Mais les gouvernements n'ont rien fait. Ils veulent que l'énergie reste aux mains des multinationales dont l'objectif n'est pas la transition énergétique la plus rapide possible dans la justice sociale mais le profit avant tout.

Le changement climatique est infiniment plus dangereux que l'épidémie. Il risque de faire monter le niveau des mers de plus de dix mètres. Si nous n'agissons pas très vite, il rendra la Terre inhabitable pour des centaines de millions d'humains et d'innombrables non-humains, sans retour en arrière possible. Les plus pauvres, les plus faibles en paieront les frais.

La manière de lutter contre cette menace dépend des priorités choisies. L'épidémie met en lumière celles des possédants et leurs conséquences : la production de marchandises avant les soins au gens ; la liberté de spéculer (sur les masques, par exemple) avant la liberté de circuler ; le sauvetage des banques avant le financement des services sociaux ; les pouvoirs spéciaux et le flicage généralisé (comme en Chine !) au lieu de la participation démocratique ; la traque des migrantEs au lieu de la solidarité.

À partir de ce précédent, chacunE peut imaginer comment les mêmes priorités seront appliquées lorsque les possédants n'auront plus d'autre choix que de décider – trop tard – de faire quelque chose contre la menace climatique.

Invisible comme le CO_2, le virus nous avertit. Il nous dit de cesser de nous croire plus forts que la nature dont nous faisons partie. Il nous dit que le productivisme capitaliste nous a conduits au bord du gouffre et que les maîtres du monde ne nous sauveront pas : ils se sauveront eux, aux dépens des pauvres, des exploitéEs, des oppriméEs et de nos libertés. Il nous dit que les politiciens néolibéraux ne nous sauveront pas : nous devons nous lever et nous organiser pour mettre fin au capitalisme, ce système aberrant qui dérègle complètement notre relation au monde et à nos semblables.

Daniel Tanuro

Article publié sur le site de la Gauche anticapitaliste belge : https://www.gaucheanticapitaliste.org/lavertissement-du-virus/

1 – Les spécialistes s'accordent à dire que la destruction des milieux naturels et la standardisation agricole sont une cause d'apparition et de propagation de nouvelles viroses.

2 – La Banque centrale européenne dégage 750 milliards d'euros pour « soulager les banques » en rachetant des dettes aux entreprises et aux États.

Photothèque Rouge / Martin Noda / Hans Lucas

Tribune

La santé n'a pas de prix et cela vaut pour les librairies

Une tribune, signée par de nombreux écrivains, intellectuels, éditeurs et syndicats, publiée sur divers médias (dont Mediapart) le 23 mars.

Au quatrième jour de confinement, deux déclarations ministérielles sont venues tour à tour révéler les incohérences de la politique sanitaire et la confusion entretenue par le gouvernement. La ministre du Travail Muriel Pénicaud s'est dite « scandalisée » que le syndicat des artisans du bâtiment ait appelé à fermer les chantiers. Or, ce qui est scandaleux, c'est justement que la ministre s'en indigne. Car c'est bien ce qu'il y a à faire : le confinement. Les démonstrations scientifiques solides et salutaires se multiplient pour démontrer son efficacité exemplaire afin d'enrayer l'épidémie. La protection de la santé vaut aussi pour les ouvriers. Au même moment, le ministre de l'Économie et des Finances Bruno Le Maire a déclaré réfléchir à rouvrir les librairies. Le Syndicat de la librairie française a pourtant indiqué qu'il ne le souhaitait pas. La protection de la santé vaut aussi pour les libraires.

Librairie La Brèche

« Nous aimons les libraires »

Nous aimons les livres. Et nous aimons les libraires : leur accueil, leur savoir, leurs partages enthousiasmants. Elles et ils nous manquent, évidemment. La joie ne sera que plus grande de les retrouver quand l'épidémie sera vaincue. Notre solidarité envers les librairies et les maisons d'édition sera alors sans faille : elles en auront bien besoin. Peut-être cette crise grave permettra-t-elle de « changer de base » ? Peut-être sera-t-elle le révélateur décisif d'un système délétère qu'il faudra briser ? Nous l'espérons.

D'ores et déjà, les débrayages, les grèves, le droit de retrait s'exercent en maints endroits. Et c'est le cas évidemment chez Amazon, cette terrible machine qui, elle, fonctionne à plein régime aux dépens de ses salariéEs dont la santé est mise en danger. Des enquêtes serrées ont déjà largement démontré les conditions de travail effarantes qui y règnent en temps normal. Elles ont levé le voile sur une situation jugée critique tant les risques psychosociaux sont élevés. Les trois quarts du personnel souffrent de douleurs physiques et déclarent être en état de stress ; un tiers souffre d'insomnies ; un quart reconnaît qu'il lui arrive de pleurer en raison du travail. Au quotidien, la santé de celles et ceux qui travaillent dans l'entreprise d'e-commerce était déjà considérée comme abîmée par un management implacable avec traumatismes à la clef, d'humiliations en brimades et surveillance acharnée. Lors des « pics » de livraisons comme pour les fêtes de fin d'année, l'entreprise exige de « surperformer », au mépris des règles élémentaires de sécurité. L'agression faite aux conditions de travail tel qu'il se mène aujourd'hui, en temps d'épidémie, est comme le prolongement exponentiel de ce scandale humain au nom d'une logique productiviste à tout crin.

Cinq millions d'euros ?

Nous voulons dire à Bruno Le Maire : il ne faut pas rouvrir les librairies mais soutenir à toute force le secteur du livre contre cette concurrence monstrueuse qui côtoie l'indignité. Le soutenir bien au-delà des quelques promesses. Les chiffres annoncés sont bien maigres : cinq millions, vraiment ? Alors que les librairies et les maisons d'édition vont tellement souffrir de cette crise grave. Nous ne sommes pas experts en matière budgétaire, mais nous connaissons quelques chiffres qui nous font réfléchir aux ordres des priorités. De grosses entreprises dont certaines émargent au CAC 40 engloutissent annuellement quelque 5 milliards via le CICE et désormais son équivalent en exonérations de cotisations sociales. 5 millions pour le livre, nous dit-on ? Encore une fois, comparons : l'entreprise Total, dont les profits s'engrangent chaque année à hauteur de 4 milliards environ et dont le PDG touche à lui seul entre 3 et 4 millions, empoche près de 30 millions grâce au fameux CICE. Nous pourrions aussi parler exonérations fiscales ou bien encore évasion du même nom, et tant d'autres milliards encore. Ou bien, pour évoquer les répartitions budgétaires aux hiérarchies confondantes, rapprocher les 5 millions des 5 milliards que coûtera le prochain porte-avion.

Comme lectrices et lecteurs, nous ferons tout pour aider les libraires et les maisons d'édition, par le boycott de mastodontes comme Amazon, par les précommandes, par nos retours heureux en librairie après l'épidémie. Mais cette solidarité élémentaire ne suffira pas. C'est aux pouvoirs publics de prendre des responsabilités à la hauteur de la crise et de faire des choix dignes. Toutes et tous, nous sommes en droit non pas seulement de l'espérer mais de l'exiger.

Liste complète des signataires sur http://soutienlibrairieedition.unblog.fr/2020/03/23/la-sante-na-pas-de-prix/

Bande dessinée

Viva l'anarchie - la rencontre de Makhno et Durruti, de Bruno et Corentin Loth

Éditions la Boîte à bulles, 80 pages, 18 euros.

L'auteur Bruno Loth vit dans la région bordelaise et a déjà écrit/dessiné plusieurs livres de bande dessinée. Notamment la série *Ermo* (6 tomes) qui raconte, au travers de la vie d'un gamin, la révolution espagnole de 1936-1939 et les livres *Apprenti* puis *Ouvrier* (3 tomes) inspirés de la vie de son père, ouvrier à Bordeaux, dans le quartier de Bacalan, du temps où il y avait une activité industrielle, entre le Front populaire de 1936 et l'occupation du port par l'armée allemande en 1940.

Hommage aux révolutionnaires anarchistes

Cette fois, Bruno Loth a travaillé avec son fils. Et comme c'est dit dans le titre et sous-titre, ce livre est un hommage aux révolutionnaires anarchistes, l'un Nestor Makhno, ukrainien, et l'autre Buenaventura Durruti, militant espagnol. Ces deux militants se sont vraiment rencontrés à Paris en juillet 1927. Mais l'auteur imagine leurs discussions, avec leurs amis, leurs camarades. Du coup c'est l'occasion de raconter des bouts de leurs vies, leurs révoltes contre les oppressions et les injustices, la répression qu'ils ont subie avec les années de bagne et de prison, leurs combats avec ou sans les armes, comme les braquages de banques.

Nous passons du tsarisme en Russie à la monarchie en Espagne. Et dans tous les cas, c'est la misère et la résistance. Il est évidemment question de leur idéal libertaire, d'un monde sans exploitation, sans classe sociale, sans propriété. Dans *Viva l'anarchie*, on se doute bien qu'il y a des passages qui peuvent chagriner quelques puristes du trotskisme ou du léninisme, car la politique des bolcheviques durant la révolution russe est abordée d'un point de vue critique. Même s'il ne s'agit pas pour l'auteur de relancer les vieilles disputes entre anarchie et communisme. Cela concerne surtout l'expérience de Makhno, qui avait organisé la lutte militaire contre les armées blanches tsaristes mais avait aussi combattu l'armée rouge, refusant les diktats bolcheviques, revendiquant le droit à l'autogestion, à l'autonomie politique.

Ce livre qui vient de paraitre est le tome 1, donc il y aura une suite à cette histoire, qui est un bout de l'histoire du mouvement ouvrier et révolutionnaire, de notre histoire. Et, grâce à la BD de Bruno Loth, c'est une bonne occasion de la découvrir ou de la redécouvrir. Et en ces temps de confinement, c'est bien de réviser les leçons de l'anticapitalisme qui sont d'une drôle d'actualité.

Philippe Poutou

COMMANDEZ TOUS VOS LIVRES À LA librairie

la-breche.com

27 rue Taine 75012 Paris
Tél. : 01 49 28 52 44
Fax : 01 49 28 52 43

www.la-breche.com
contact@la-breche.com

Essai

Main basse sur l'université, de Philippe Blanchet

Éditions Textuel, 144 pages, 15,90 euros.

L'ouvrage de Philippe Blanchet, paru au début du mois de février dernier, connaît une double actualité avec le mouvement des « facs et labos en lutte » et la crise du coronavirus.

« Un véritable cataclysme »

« J'ai vu l'université se dégrader, ou plutôt, en fait, être dégradée par les politiques des gouvernements néolibéraux qui se succèdent depuis les années 2000. Et ceci de façon de plus en plus forte, profonde et rapide, de plus en plus grave, au fil des années. Les "réformes" néolibérales des années 2007-2019 auront été un véritable cataclysme et les années 2017-2019 un point culminant dans le processus de destruction du service public d'enseignement supérieur et de recherche ». Le constat de Philippe Blanchet, enseignant-chercheur en sciences du langage à l'université Rennes 2 depuis 1991, est amer. Il est toutefois lucide et correspond à ce que nombre d'acteurEs « de l'intérieur » des universités ne cessent de répéter depuis plusieurs années, avec une visibilité toute particulière au cours des dernières semaines. Dégradation des conditions de travail et d'études, précarisation des personnels, absence de financements pour les recherches, pénétration de plus en plus forte des intérêts privés dans l'université : autant de phénomènes qui témoignent d'une profonde et violente mutation à l'œuvre dans l'enseignement supérieur et la recherche (ESR), soumis aux injonctions et aux politiques néolibérales.

« Transformer radicalement l'université française de service public »

Dans ce livre dense et informé, Philippe Blanchet revient sur les récentes étapes de la destruction du service public de l'ESR : LMD (licence-master-doctorat), LRU (loi relative aux libertés et responsabilités des universités), Parcoursup, ordonnance de 2018… Des dispositifs institutionnels, en général imposés de façon autoritaire, dont la cohérence globale se dessine au fil des pages du livre, qui poursuivent un objectif jamais clairement avoué : *« Transformer radicalement l'université française de service public. Il s'agit à la fois de réduire le nombre d'étudiantEs, de favoriser le développement d'un enseignement supérieur élitaire et coûteux (et aussi privé), de prendre le pouvoir sur la recherche pour la marchandise, d'introduire un esprit de compétition, de réduire les libertés des étudiantEs et des universitaires. »*

C'est contre les résultats concrets de cette dangereuse évolution que la mobilisation « facs et labos en lutte » s'est développée ces dernières semaines, provisoirement suspendue pour cause de confinement. Et ce sont aussi ces politiques, et leurs conséquences, qui sont dénoncées avec vigueur, à l'occasion de la crise du coronavirus, par nombre de chercheurs (lire notre interview de Gérard Chaouat en page 12). Un livre à lire, et à faire lire, qui donne un éclairage synthétique sur des dynamiques pas toujours simples à saisir et analyser, tout en ne versant pas dans le pessimisme : *« Ce livre n'est pas non plus le constat d'une défaite de la pensée et des mobilisations face au pouvoir de l'argent et à la voracité des puissants. C'est un appel à la mobilisation collective et à l'unité des mobilisations de tous les secteurs de la société sur lesquels ces puissants cherchent à faire main basse. »*

J.S.

CORONAVIRUS

« On aurait pu sans doute avoir un vaccin et / ou des traitements prêts… »

Entretien. *Interview du docteur* ***Gérard Chaouat****, immunologiste, chercheur CNRS.*

Bonjour, peux-tu d'abord brièvement te présenter ?
Je suis immunologiste, chercheur CNRS dans une unité INSERM (Institut national de la santé et de la recherche médicale) en milieu hospitalier, retraité depuis 2009 mais directeur de recherches émérite, et, à ce titre, en temps normal, je vais tous les jours à mon labo.

Commençons par le commencement : CoVid ?
C'est un « nouveau » virus, pour l'homme en tout cas, puisqu'il était présent depuis longtemps chez le pangolin et la chauve-souris (la transmission vient plus probablement d'elle). La séquence du génome l'a démontré. Il n'est nul besoin d'imaginer un complot de l'armée US ou des laboratoires chinois. Des transmissions de ce genre se sont déjà produites : Ebola, le Sida où là encore les théories du complot ont surgi alors que les équipes de Pasteur en France et au Cameroun (entre autres) ont démontré le rôle des chimpanzés et/ou du singe vert. C'est un virus « émergent », comme l'a été en son temps (2002-2003) le SARS-CoV-1, responsable du SRAS, lui aussi un coronavirus. Ils appartiennent à la même famille, qui n'a rien a voir avec les virus de la grippe, mais ce coronavirus là est nettement plus contagieux que le SARS-CoV-1.

Tu parles de virus émergents. Était-ce « prévisible » ?
Oui, et je renvoie d'ailleurs à l'excellent article du *Monde diplomatique* de mars [1]. La multiplication des épidémies et pandémies à intervalles de plus en plus rapprochés est pour beaucoup d'éco-scientifiques liée à la mondialisation : transports aériens (qui nous mènent en quelques heures là où les caravelles prenaient des semaines) et réseaux routiers « désenclavant » les petits villages auparavant isolés – ce qui limitait la propagation – se surimposant à l'envahissement/destruction d'écosystèmes à des fins mercantiles, provoquant inévitablement la « confrontation » de l'homme à des virus avec lesquels il n'a eu aucun contact récent. Dans notre cas, la survenue d'une nouvelle épidémie à SARS était inévitable. D'où l'existence de réseaux d'alerte.

Mais était-ce prévisible, donc pouvait-on avoir une action préventive ?
Il est difficile de dire « oui » dans la mesure où les recherches ad hoc ont été stoppées avant d'aboutir. Un petit parallèle avec d'autres virus est utile. Pour la

Wikimedia Commons

grippe, par exemple, on « prévoit » les mutations à venir, de sorte que l'on vaccine chaque année contre l'épidémie qui va survenir. Cela n'exclut pas une mutation inattendue. Ça a été le cas du H1N1 (2009-2010), mais l'existence d'équipes en alerte continue sur le sujet a permis de détenir très vite un vaccin, et de vacciner en masse. On sait que la mortalité en Europe et USA a été estimée au préalable de façon excessive, ce qui a nourri en 2010, et ensuite, les soupçons de collusion entre OMS et industrie pharmaceutique pour écouler une surproduction vaccinale.
Là, pour les corona, c'est un peu l'inverse. La structure des virus corona permettait d'envisager un/des déterminant(s) antigénique(s) commun(s) permettant le projet d'un « pan vaccin » anti-corona. Un des meilleurs spécialistes français à ce sujet, Bruno Canard, mérite d'être cité longuement : *« On venait alors de lancer de grands programmes de génomique structurale sur les virus pour essayer de ne pas être pris au dépourvu en cas d'émergence. La démarche est très simple : comment anticiper le comportement d'un virus que l'on ne connaît pas ? Eh bien, simplement en étudiant l'ensemble des virus connus pour disposer de connaissances transposables aux nouveaux virus. Un projet européen lancé à cette fin à l'époque a été suivi d'autres programmes. L'irruption du SARS-CoV en 2003 a illustré la pertinence de cette démarche. Cela nous a conduits à décrire une première structure cristallographique dès 2004. […] Je pense qu'énormément de temps a été perdu entre 2003 et aujourd'hui pour trouver des médicaments. En 2006, l'intérêt pour le SARS-CoV avait disparu ; on ignorait s'il allait revenir. Nous avons alors eu du mal à financer nos recherches. L'Europe s'est dégagée de ces grands projets d'anticipation au nom de la satisfaction du contribuable. Désormais, quand un virus émerge, on demande aux chercheurs de se mobiliser en urgence et de trouver une solution pour le lendemain. Or, la science ne marche pas comme cela. Cela prend du temps et de la réflexion. […] J'ai pensé à tous les projets ANR (Agence nationale de la recherche) que j'ai écrits, et qui n'ont pas été sélectionnés. J'ai pensé à ce projet ANR franco-allemand, qui n'a eu aucune critique négative, mais dont l'évaluation a tellement duré qu'on m'a dit de le redéposer tel quel un an après, et qu'on m'a finalement refusé faute de crédits. »* [2]

Tu veux dire que des projets de recherche sur des « pan vaccins » existaient et qu'ils n'ont pas été financés ?
Oui. D'abord, ça prend du temps de rédiger des projets et de les soumettre pour ne pas survivre qu'avec de maigres projets récurrents. Ensuite, il faut attendre et, en France, les projets retenus par l'Agence nationale de la recherche ne sont qu'une fraction des projets soumis, et c'est la même chose au niveau européen. De plus, ces projets sont soumis en réponse le plus souvent à des « appels d'offres » qui correspondent aux sujets « en pointe », « prioritaires », à la mode ou « susceptibles de débouchés importants »… On voit ici, je vais y revenir, le danger de collusion public-privé…

Tu veux dire que les établissements français de recherche ne sont plus subventionnés comme « avant » ?
Oui. Quand j'ai démarré la recherche je fonctionnais très bien avec les seuls crédits d'État récurrents (normalement reconduits d'année en année). Puis sont apparus, à la fin des années 1970, les « actions thématiques programmées ». Mais elles représentaient une « cerise sur le gâteau ».
La situation s'est vite dégradée sous Chirac, puis Sarkozy et Hollande. D'abord, les crédits récurrents – hors grands instruments et programmes spatiaux – ont été rognés systématiquement, en dépit des promesses d'atteindre le niveau, défini par l'Europe, de 2 puis 3 % du PIB… Actuellement, un labo INSERM – favorisé par rapport au CNRS – ne fonctionne qu'à 25-30 % sur crédits récurrents, 15 à 20 % pour le CNRS. Puis sont venus les financements « privés », qui certes (ARC, LNFCC pour le cancer, legs à Pasteur ou à Curie) existaient déjà, mais une nouvelle ampleur a été donnée par Téléthon et Sidaction (« La recherche ne doit pas vivre de quêtes » reste un slogan d'actualité). Puis les fameux projets ANR.

Tu parais très critique sur la recherche sur projets…
Soyons clairs : jamais au Wellcome Research Institute ni au NIH (Bethesda, près de Washington, USA) on ne m'a demandé dans les années 1973-1974 puis 1980-1981 mon projet comme « exchange fellow » puis « visiting scientist », ni à mon retour sous Mitterrand et même Chirac au début. J'avais, attention – comme on l'a encore – une évaluation annuelle sur « rapport d'activité », et le labo était évalué tous les quatre ans, avec dépôt d'un nouveau projet pour reconduction ou fermeture. La recherche en réponse sur projets change tout. Hors thématiques que l'on ne peut abandonner (la recherche sur le Sida en est un exemple), ça donne beaucoup de définitions programmatiques par des technocrates… Or, comme disaient les manifestants au temps de « Sauver la Recherche », sous Fillon, « l'ampoule électrique n'a pas été inventée en faisant des programmes sur la prolongation de la vie et l'amélioration de la luminosité de la bougie ». Puis sont venues les fausses déclarations sur les budgets en augmentation, et en parallèle les coupes de postes… et l'arrivée des partenariats public-privé.

Le privé joue un rôle ?
Eh oui ! Merci Jospin, merci Allègre (et aussi Geismar), et la loi innovation recherche qui permet de créer des start-up à côté de son labo, mais aussi le crédit impôt recherche, don de milliards d'euros au privé sans retour vérifié, Cour des comptes dixit. Dans un certain nombre de cas, start-up et grosses boîtes pharmaceutiques deviennent de fait co-directeurs du labo… public.

Et les postes ?
Alors là, cata absolue : chute des postes, développement de la précarisation – très net en biologie mais pas que là –, d'où les premières manifestations sous Fillon, et la manifestation récente des collectifs de laboratoires.

Macron annonce une augmentation du budget recherche sur 10 ans…
D'abord, le compte n'y est même pas, comme le souligne le communiqué du Syndicat national des chercheurs scientifiques (SNCS). Ensuite, on a l'habitude de ces annonces. Tant qu'il n y aura pas de vote sur ça au Parlement, je resterais plus que sceptique… Pour moi, ce qui compte, c'est la situation actuelle qui est quasi catastrophique…

Alors, le virus ?
Bon, on aurait pu sans doute avoir un vaccin et/ou des traitements prêts… Mais ça, c'est un investissement sur l'avenir. Pas toujours à fonds perdus, parfois oui. C'est comme les machines à amplification génique (PCR, Polymerase Chain Reaction) pour détecter le virus. En avoir un nombre apparemment surdimensionné aurait en fait permis un dépistage à large échelle et une stratégie à la coréenne. Alors, bon, comme dit Bruno Canard, des chercheurs vont être mobilisés en urgence sur un « crash program »… Trop peu, trop tard. Et là encore, avec œil du privé qui, depuis les années 1990, investit peu en vraie recherche, mais engrange les profits. Alors qu'on a refusé entre 2009 et 2019 d'investir dans des projets fondamentaux(j'ai pris Canard comme exemple, il y en a d'autres).
La recherche, comme les infrastructures hospitalières, est un investissement sur l'avenir et le public, pas une « short run », à flux tendu, avec personnel précarisé, pour profits immédiats. Une politique, disons-le, et on le voit à chaque crise, criminelle.

1 – Sonia Shah, « Contre les pandémies, l'écologie », *le Monde diplomatique*, mars 2020.
2 – « Face aux coronavirus, énormément de temps a été perdu pour trouver des médicaments », lemonde.fr, 29 février 2020.

L'image de la semaine

l'Anticapitaliste

Pour découvrir notre presse, profitez de notre promotion d'essai : 12 € = 3 MOIS D'HEBDO ainsi qu'un numéro cadeau de notre revue mensuelle

s'abonner par chèque, cochez la formule d'abonnement retenue et et renvoyez-nous le formulaire accompagné de votre règlement **(chèque à l'ordre de NSPAC)** à : NSPAC, 2 rue Richard-Lenoir - 93108 Montreuil Cedex

FRANCE ET DOM-TOM

Tarif standard			Jeunes/chômeurs/précaires	
Hebdo	☐ 6 mois 35 €	☐ 1 an 70 €	☐ 6 mois 25 €	☐ 1 an 50 €
Mensuel	☐ 6 mois 25 €	☐ 1 an 50 €	☐ 6 mois 20 €	☐ 1 an 40 €
Hebdo + Mensuel	☐ 6 mois 60 €	☐ 1 an 120 €	☐ 6 mois 45 €	☐ 1 an 90€
Promotion d'essai	Hebdo + 1 Mensuel offert	☐ 3 mois 12 €		

ÉTRANGER
Joindre la diffusion au 01-48-70-42-31 ou par mail : diffusion.presse@npa2009.org

s'abonner par prélèvement automatique, cochez la formule de prélèvement retenue et renvoyez-nous le formulaire **accompagné d'un RIB** à : NSPAC, 2 rue Richard-Lenoir - 93108 Montreuil Cedex

Tarif standard
Hebdo ☐ 17,5 € par trimestre — Mensuel ☐ 12,5 € par trimestre — Hebdo + Mensuel ☐ 30 € par trimestre

Tarif jeunes/chômeurs/précaires
Hebdo ☐ 12,5 € par trimestre — Mensuel ☐ 10 € par trimestre — Hebdo + Mensuel ☐ 22,5 € par trimestre

Titulaire du compte à débiter
Nom : ..... Prénom : .....
Adresse : .....
Code postal : ..... Ville : .....
Mail : .....

Désignation du compte à débiter
IBAN
BIC

Mandat de prélèvement SEPA
En signant ce formulaire, vous autorisez NSPAC à envoyer des instructions à votre banque pour débiter votre compte, conformément aux instructions. Vous bénéficiez du droit d'être remboursé par votre banque selon les conditions décrites dans la convention que vous avez passée avec celle-ci. Une demande de remboursement doit être présentée dans les huit semaines suivant la date de débit de votre compte pour un prélèvement autorisé.
Numéro ICS : FR43ZZZ554755

Date : ..... Signature obligatoire

www.npa2009.org